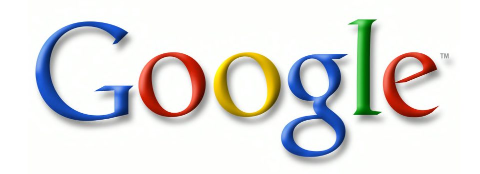
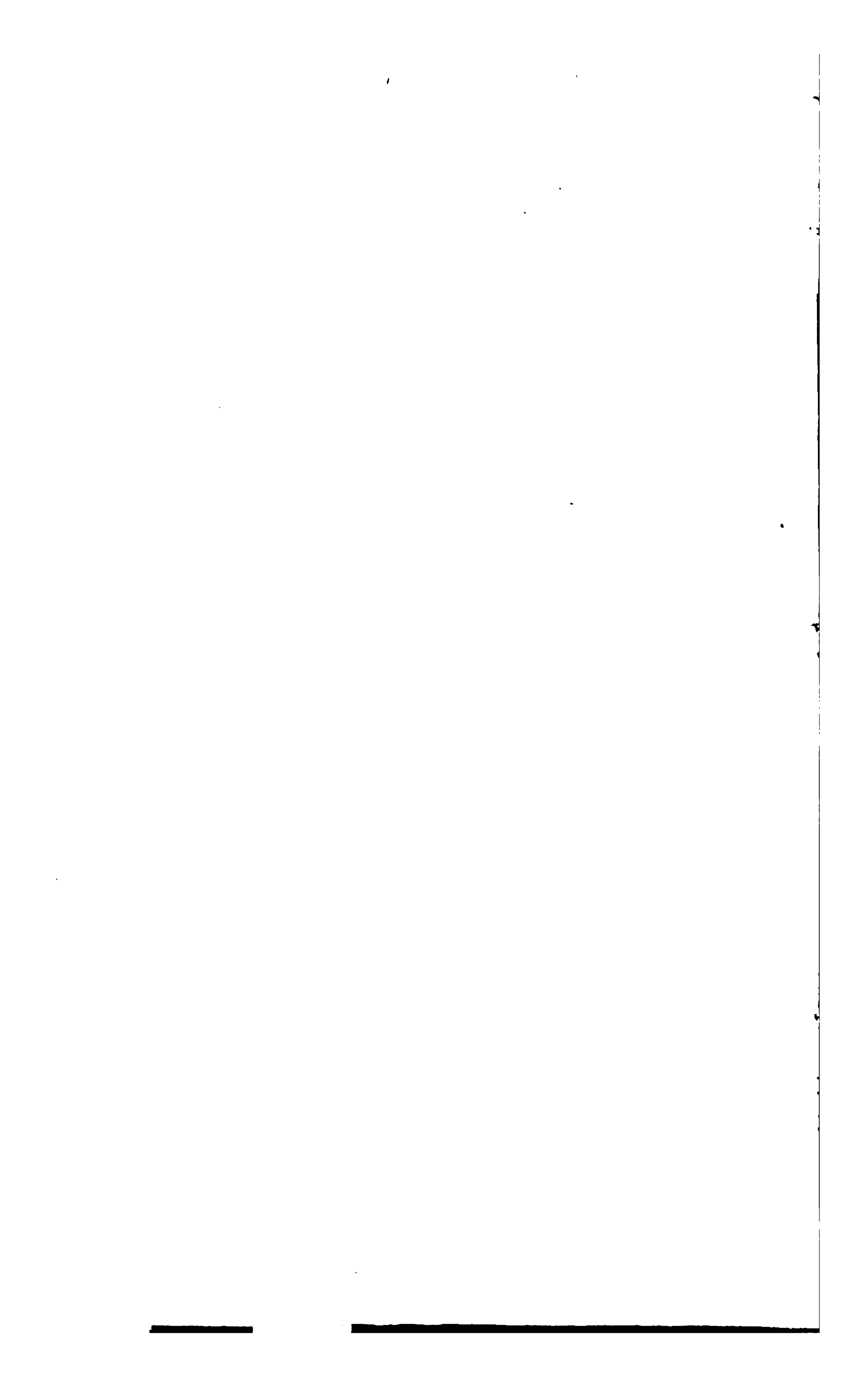



2228
d. 235


600033772S


LEO IN BELLO IN PACE COLUMBA





JEMMAPES

OU

WATERLOO!

LA RÉVOLUTION OU L'INVASION;

Par un ancien Conseiller d'État.

Bruxelles,
IMPRIMERIE DE J. H. BRIARD, RUE AUX LAINES, 4.

1855

JEMMAPES ou WATERLOO!

LA RÉVOLUTION OU L'INVASION.

JEMMAPES ou WATERLOO!

LA RÉVOLUTION ou L'INVASION.

JEMMAPES

OU

WATERLOO!

LA RÉVOLUTION OU L'INVASION;

Par un ancien Conseiller d'État.

Bruxelles.
IMPRIMERIE DE J. H. BRIARD, RUE AUX LAINES, 4.

1855

JEMMAPES ou WATERLOO!

LA RÉVOLUTION ou L'INVASION.

I

L'heure des grandes guerres va sonner, et, déjà courbée par les vents précurseurs de la tempête, ensevelie dans une morne terreur, l'Europe attend le retour des sanglantes catastrophes. Ne demandez pas la cause première de cette situation douloureuse : infidèles aux enseignements du passé, oublieuses des saints devoirs, les nations — hier si près du bonheur et de la liberté — ont repris les chaînes de l'esclavage, et, redevenues la chose des despotes, elles vont s'épuiser d'or et de sang afin de complaire aux ambitions également misérables des monarchies rivales.

Le sort en est jeté : depuis huit mois, le sang coule par torrents sur les confins de l'Europe et de l'Asie ; quatre ou cinq cent mille hommes, resserrés dans un étroit espace, se heurtent chaque jour sur des cadavres et des ruines, pour s'arracher un morceau de désert, jusqu'à ce que l'Occident leur fournisse d'autres champs de bataille et présente à leurs maîtres de plus riches dépouilles. Qu'y a-t-il donc au fond de cette guerre dans laquelle flottent pour la première fois réunis les drapeaux, si longtemps ennemis, de la France et de l'Angleterre ? Est-ce, ainsi qu'on le dit en certains lieux, une croi-

sade entreprise au nom de la justice pour défendre le faible contre le fort, une protestation généreuse de la civilisation contre la barbarie, de la liberté contre le despotisme? — Les faits répondront.

Tous les grands hommes ont leur faiblesse, et M. Bonaparte éprouve l'impérieux besoin de se faire sacrer par le pape à Notre-Dame de Paris; son oncle a eu cet insigne honneur et il veut, à son tour, s'en passer la fantaisie. Voilà, en toute vérité, le germe de la guerre d'Orient, de cette guerre qui, dès le début, a pris les proportions d'un immense désastre.

Tout était prêt pour l'auguste cérémonie; il ne manquait que le pape et rien ne semblait devoir contrarier l'innocente et puérile vanité à laquelle obéissait M. Bonaparte. N'était-il pas assuré de la reconnaissance personnelle du Saint-Père auquel il avait si pieusement rouvert à coups de canon les portes de la ville éternelle? Néanmoins, aux premières ouvertures, Pie IX fit la sourde oreille. A l'entendre, c'était mettre à trop haut prix des services importants sans doute, mais déjà bien anciens. Puis, entouré de troupes françaises, il n'était pas libre et sa démarche serait défavorablement interprétée. Il fallait donc attendre et M. Bonaparte n'avait qu'à continuer ses bons offices envers la Religion, le Saint-Siége ne serait pas ingrat. Comme bien on pense, M. Bonaparte sentit croître son désir devant cet obstacle inattendu et plus que jamais il voulut être sacré. Ne sachant trop comment désarmer la résistance du Saint-Père, il imagina de se faire donner la clef des Lieux-Saints, pour en faire hommage au chef de l'Eglise Catholique, espérant que ce merveilleux cadeau lui gagnerait tous les cœurs dans le Sacré-Collége. Vivement sollicitée par M. Bonaparte, la Turquie céda comme elle cède toujours, n'attachant au surplus que très-peu d'importance à cette concession.

Malheureusement, Nicolas, qui est empereur et pape tout à la fois, s'avisa de s'indigner que le Sultan, son vassal, faisant bon marché des prétentions de l'Eglise Grecque à la protection du Saint-Sépulcre, l'eût si légèrement sacrifiée à l'Eglise Latine. Aux plaintes succédèrent les menaces et le Czar finit par déclarer la guerre à la Turquie.

C'était brutal sans doute, mais Nicolas avait enfin le prétexte qu'il cherchait depuis longtemps et n'était pas homme à le laisser échapper; il allait donc réaliser le rêve favori de la politique moscovite. Maître de la mer Noire par Sébastopol, Constantinople lui donnerait la clef de la Méditerrannée et lui ouvrirait un large et facile chemin vers l'empire du monde. Sûr de l'Autriche et de la Prusse, il n'avait plus qu'à acheter la complicité de l'Angleterre; quant à M. Bonaparte, il avait les moyens de l'occuper sur le Rhin.

Les traditions du Cabinet de Londres sont peu scrupuleuses et les propositions du Czar eussent infailliblement rencontré l'adhésion empressée de l'aristocratie britannique, sans l'indicible panique qui régnait en ce moment par toute l'Angleterre. Le 2 Décembre avait produit un effet foudroyant par delà la Manche, et pas un anglais ne pouvait comprendre que le premier acte du nouvel empereur ne fût pas de venger Waterloo et Sainte-Hélène. L'Angleterre prévoyait donc une prochaine et irrésistible attaque et, vide de soldats, sans généraux, avec une population peu belliqueuse, elle tremblait en songeant que la vapeur avait établi un pont d'un bout à l'autre du Pas-de-Calais. S'unir à la Russie pour le partage de la Turquie, pendant que M. Bonaparte était debout avec ses forces entières, c'était une haute imprudence, c'était en quelque sorte appeler l'armée française sur le sol britannique. L'Angleterre n'hésita pas et, repoussant les offres de la Russie, elle s'allia à M. Bonaparte pour l'entraîner plus sûrement dans les hasards d'une guerre lointaine. Il en coûta sans doute à son orgueil de tendre la main au parvenu que naguère elle écrasait de ses dédains, mais ne devait-elle pas à tout prix éloigner de ses rivages une nouvelle journée d'Hastings?

Longtemps mis au ban des royautés, M. Bonaparte savoura complaisamment la douceur de cette alliance qui s'offrait d'elle-même; heureux de se voir adopter par l'orgueilleuse Angleterre, il se flatta d'entrer par cette porte dans le concert des maisons souveraines, et se proposa de retourner contre la Russie la coalition des rois de l'Occident dont il se voyait déjà l'Agamemnon. Ainsi, du premier coup, sans effort, il accom-

plissait ce que son oncle n'avait pu obtenir après tant de prodigieuses victoires. Le vertige le prit à la tête, il crut qu'il avait pour toujours dompté la fortune.

II

Les hostilités étaient commencées : la Russie avait envahi les principautés Moldo-Valaques et ses avant-gardes menaçaient les forteresses placées entre le Danube et les Balkans, pendant que sa flotte ravageait les côtes de l'Anatolie et brûlait Sinope. En réponse à cet audacieux défi, les escadres anglo-françaises passèrent les Dardanelles et, dominant la mer Noire, elles forcèrent la flotte russe à se renfermer dans la rade inaccessible de Sébastopol. Peu après, l'armée russe abandonnait le siége de Silistrie à peine défendue par quelques régiments turcs, comme si la nouvelle du débarquement des troupes alliées à Constantinople avait suffi pour la mettre en déroute. Plus tard enfin, et paraissant toujours céder à la frayeur, elle évacuait les Principautés et rentrait dans ses limites.

M. Bonaparte s'exaltait, ne s'étonnant pas le moins du monde de ces succès faciles, ne soupçonnant pas surtout qu'ils pussent cacher un piége. L'Angleterre ne témoignait pas moins d'enthousiasme et de confiance : cette folle présomption allait être sévèrement châtiée.

M. Bonaparte avait formé l'armée d'Orient avec les régiments qui l'avaient servi en Décembre. Ne leur devait-il pas assez pour leur réserver la gloire d'un triomphe infaillible? Conduit par la même pensée, il avait investi du commandement en chef son maréchal-ministre, le glorieux Saint-Arnaud. A la suite venaient Canrobert, Forey, Napoléon Jérôme, général par droit de naissance, enfin Espinasse et maint autre de même force. Ce ramassis de généraux, bons pour les surprises de nuit

et les massacres sans péril, n'allaient-ils pas se trouver bien petits devant les grandes opérations d'une campagne? sauraient-ils manœuvrer des masses sur un terrain inconnu, en face d'un ennemi longuement préparé à la lutte, animé par le fanatisme politique et religieux? Il n'y avait pas à s'inquiéter : les Russes n'oseraient pas tenir tête aux vainqueurs de Décembre! D'ailleurs, M. Bonaparte s'était sagement réservé la direction suprême; couché sur la carte, il avait tout prévu, tout ordonné : les marches, les étapes, les siéges; et, en même temps qu'elles assuraient par les plus savantes combinaisons le succès des alliés, ses instructions descendaient aux plus minces détails, car rien n'est insignifiant à la guerre. — C'est ainsi que fait le génie, répétait la domesticité des Tuileries, et chacun de s'extasier devant cette puissante intelligence qui possédait. sans jamais les avoir appris, tous les secrets de la science militaire et qui, du fond de son palais, et comme en se jouant, organisait la victoire. Aussi plus infimes étaient les lieutenants envoyés en Crimée, plus grande serait la gloire de l'empereur. Si les soldats n'avaient pour leurs chefs ni sympathie, ni confiance, la main de l'empereur pèserait plus directement sur l'armée. En un mot, jamais début de guerre n'avait enfanté d'enthousiasme pareil à celui qui régnait dans l'entourage bonapartiste, et M. Bonaparte commençait à garder son chapeau devant le portrait du vainqueur d'Austerlitz et de Wagram.

L'armée anglaise offrait encore de plus déplorables conditions; son état major se composait de généraux hors d'âge ou formés dans les *Drawing-Rooms* de *Buckingham palace* et d'officiers de parade; les soldats, n'ayant jamais quitté la caserne, n'avaient pas la moindre pratique de la guerre ni même de la vie des camps.

C'est avec ces forces hétérogènes, obéissant à des intérêts contraires, manquant d'une direction unitaire et habile, que la France et l'Angleterre entrèrent en campagne avec aussi peu de précaution que s'il se fût agi de guerroyer contre une tribu de la Kabylie ou une horde du Népaul. A la vérité, M. Bonaparte s'était avisé, presqu'au dernier moment, de renforcer

l'armée d'Orient d'une division prise dans les régiments d'Afrique, et cette division commandée par un officier général de mérite sauva plus d'une fois les alliés par ses élans énergiques et bien dirigés.

Après d'inexplicables lenteurs, les alliés quittent les camps établis sous Constantinople et débarquent à Varna quand déjà les Russes s'étaient repliés en Bessarabie, laissant quelques Pulks de cosaques pour battre la Dobrutscha. Que font les alliés en Bulgarie? ils restent dans la plus douloureuse inaction. Presque sans vivres, dénués d'effets de campement, dévorés par les épidémies, en butte aux brigandages de l'administration, tolérés et partagés peut-être par certains généraux et mal dissimulés par l'incendie prémédité des magasins, les soldats tombaient par centaines et ne retenaient pas leurs cris d'indignation. Cependant, M. Saint-Arnaud attendait patiemment à Constantinople que M. Bonaparte eût accouché, dans son ermitage à Biarritz, du plan victorieux qu'il élaborait. Averti par son *alter ego,* M. Canrobert, que la démoralisation est à son comble, que la discipline est méconnue, que la rébellion peut devenir générale, M. Saint-Arnaud ordonne d'occuper à des marches continues les bataillons les plus mutins, et le général Espinasse, l'aide-de-camp préféré de M. Bonaparte, est chargé de conduire une division de douze mille hommes à la recherche d'un ennemi imaginaire, dans les impraticables marais de la Dobrutscha. On connait les résultats de cette ingénieuse expédition : au bout de quelques quarante-huit heures, Espinasse revient sans avoir aperçu le feu des bivouacs ennemis, laissant derrière lui 6,000 cadavres et ramenant à grande peine, avec le tiers de ses bataillons exténués, plus de 2,000 mourants.

Enfin le plan sauveur est arrivé de Biarritz et l'armée quitte Varna : sur les 60,000 hommes successivement venus de France, 30,000 seulement s'embarquèrent pour la Crimée ; 15,000 malades, la plupart incurables, languissaient dans les hôpitaux ; le reste était mort.

Les hommes les plus compétents ont justement critiqué l'expédition de Crimée, et l'esprit le moins familier aux théories de la guerre eût craint de se jeter dans une presqu'île fermée par

un isthme infranchissable, défendue par des forteresses de premier ordre et n'offrant aucune ressource à une armée d'invasion. Mais M. Bonaparte ne s'arrête pas aux obstacles qui paraissent insurmontables au vulgaire. N'est-il pas l'héritier de celui qui disait que le mot *impossible* n'est pas français? d'ailleurs, l'opinion commençait à s'inquiéter des bruits sinistres qui de proche en proche retentissaient jusqu'à Paris. Il ne fallait pas moins qu'un coup d'éclat pour faire oublier les prodigieuses dépenses d'hommes et d'argent faites en pure perte, et M. Bonaparte décida que Sébastopol serait pris tout d'abord, afin de fermer la bouche aux *athéniens* de Paris et de ruiner du même coup la puissance russe dans la mer Noire.

Le débarquement s'effectue sans entraves et ce début ne fit qu'ajouter aux espérances. Décidément les Russes craignaient de se montrer et les murs de Sébastopol allaient s'écrouler au bruit des clairons de la première avant-garde. Hélas! la France et l'Angleterre en sont à regretter aujourd'hui ces trompeurs avantages. Un débarquement avorté n'était qu'un échec ordinaire, et cent mille hommes ensevelis aujourd'hui en Crimée seraient encore debout!

Fidèles à leur tactique habituelle quand ils combattent sur leur territoire, les Russes s'étaient bien gardés de troubler la confiance des généraux alliés et, lorsqu'ils risquèrent un engagement sous le semblant de couvrir Sébastopol, ils ne mirent en ligne que 36,000 hommes, et se retirèrent en bon ordre devant les forces supérieures des alliés qui s'appuyaient sur la formidable artillerie de leurs flottes. Cette rencontre fut baptisée du nom sonore de la victoire de l'Alma; le canon des réjouissances tonna à Londres et à Paris et l'enthousiasme ne connut plus de bornes. Tout allait au gré de M. Bonaparte, ses plans étaient couronnés par le plus brillant succès et M. Saint-Arnaud jurait à son maître d'enlever Sébastopol au pas de course et sans coup férir; il y serait entré, disait-il, dès le jour de la bataille de l'Alma, s'il avait eu quelques escadrons de cavalerie.

S'il y a loin de la coupe aux lèvres, il y a encore plus loin du projet à la réalisation d'espérances aussi légèrement conçues;



mais pour M. Bonaparte c'est tout un. A force de croire que Sébastopol n'oserait résister, il se persuada que ses orgueilleux remparts s'étaient abaissés devant sa puissante volonté et bientôt, sur la foi d'un prétendu tartare qui n'a jamais existé, il daigna se féliciter de cette victoire devant l'armée du camp de Boulogne; puis il revint avec une fierté imperturbable recevoir les compliments ironiques des ambassadeurs qui n'étaient pas dupes de la grossière mystification préparée par l'Autriche à sa robuste crédulité.

Après quelques jours de liesse, les courriers arrivèrent démentant cette joie prématurée. Tout autre eût été abasourdi de cette déconvenue : M. Bonaparte ne bronche pas. Il avait ordonné de débarquer de la cavalerie et sans doute les portes de l'imprenable citadelle tremblaient déjà sur leurs gonds pour s'ouvrir aux vainqueurs.

Cependant les courriers se succédaient sans apporter la nouvelle officielle de cet événement si désiré, et M. Saint-Arnaud était vivement accusé de manquer aux instructions datées de Biarritz, lorsqu'il prit le parti de mourir pour échapper à l'effrayante responsabilité qu'il avait assumée en se faisant l'exécuteur servile de la volonté impériale, nonobstant des conseils qu'on a traités de timides et dont la sagesse est aujourd'hui démontrée. Et à ce propos l'amour de la vérité commande de démentir des rumeurs que rien n'est venu confirmer, quoiqu'on en ai dit, en rappelant des souvenirs scandaleux : M. Saint-Arnaud est mort naturellement, de désespoir et de remords, en mesurant le gouffre où devaient l'engloutir tant de milliers de victimes.

III

Qu'importe à quelles mains passe le commandement quand tous les ordres sont minutés aux Tuileries et que le télégraphe électrique supprime l'espace et le temps entre M. Bonaparte et

son lieutenant? Désigné d'avance à tout événement par le précautionneux empereur, M. Canrobert remplace M. Saint-Arnaud dans le commandement en chef. Taillé dans le bois dont on fait des chefs de bataillon médiocres, M. Canrobert apporta dans ce poste élevé une incapacité égale à celle de son prédécesseur, sans la dissimuler comme lui sous le prestige de la vanterie gasconne. Rien n'était donc changé en réalité, mais en se voyant tombée dans ces mains notoirement incapables, l'armée devina le sort qui lui était destiné et ne s'épargna pas les murmures. La discipline qui n'était déjà que trop ébranlée subit de nouveaux échecs, et les soldats d'Afrique ne se gênaient pas pour réclamer à haute voix leurs généraux aimés que M. Bonaparte avait frappés en Décembre.

On avait enfin daigné s'apercevoir que Sébastopol ne ressemblait en rien aux bourgades de la Kabylie. Protégée par sa situation, garnie de défenses formidables et d'une immense artillerie, cette forteresse avait pour garnison une armée de 40,000 hommes, pendant qu'une autre armée de cent mille hommes tenait la campagne et rendait impossible son investissement. Il fallait donc détruire l'armée d'observation avant de commencer un siége régulier, puisque l'investissement en est la première condition. Malheureusement, les instructions de M. Bonaparte n'avaient pas prévu le cas et se bornaient à recommander la cannonade et l'assaut. Pour M. Canrobert, entendre, c'est obéir; et, bien qu'il ne disposât que de quelques batteries de campagne et de munitions insuffisantes, il fit ouvrir le feu. On laisse à penser si la mesure pouvait avoir le moindre résultat. Pendant que les assiégeants s'amusaient à jeter leur poudre au vent, les assiégés travaillaient paisiblement sous leurs yeux à construire une formidable série d'ouvrages avancés sur le terrain même que l'armée anglo-française avait pu naguère occuper sans combat.

L'armée russe vint chercher les alliés dans leurs lignes et après avoir écrasé une division anglaise, elle se retira sous une charge heureuse de la division Bosquet menée par son intrépide chef. Une dizaine de mille hommes restèrent sur le champ de bataille d'Inkerman et M. Bonaparte s'empressa de faire

chanter un nouveau *Te Deum*, quand il aurait dû commander un *De Profundis*.

En effet, la sape russe cheminait toujours et de proche en proche avait entouré les alliés d'un cercle de fortifications qui les poussait à la mer; les assiégeants étaient maintenant les assiégés. Voyez le fruit de l'intelligente direction donnée par M. Bonaparte aux travaux du siége : il ne s'agissait plus de prendre Sébastopol, il fallait au préalable conquérir toutes les positions qui en protégeaient les abords; ce n'était plus un siége, mais dix siéges peut-être.

IV

Huit mois se sont écoulés depuis lors et les alliés ont eu à subir les rigueurs d'un hiver impitoyable, n'ayant pour abri que des tentes en lambeaux ou des trous creusés dans la terre tour à tour glacée et détrempée par la pluie. Le bois et le charbon manquaient et les deux armées couvertes de haillons, à court de vivres, essuyèrent toutes les souffrances qu'il est permis d'imaginer. Dès le mois de mars, l'armée française avait enterré près de 50,000 hommes sous les murs de Sébastopol; enfin l'armée anglaise n'existait plus et il y eut un moment où ses débris ne présentèrent que 2,000 hommes d'effectif; tout le reste était mort ou mourant...

Comment la Russie ne profita-t-elle pas de la situation désespérée des armées alliées pour en finir avec elles? C'est le secret de la politique du Czar.

Cependant les flottes amenaient chaque jour de nouveaux renforts; un puissant matériel de siége fut expédié de France et d'Angleterre et le bombardement commença sur toute la ligne. M. Bonaparte avait calculé qu'au bout de 14 jours de bombardement—ni plus ni moins—les brèches faites sur tous les points offriraient de larges routes à des colonnes d'assaut,

pendant que les deux flottes forceraient l'entrée du port et jetteraient dans la balance le poids de leurs trois mille bouches à feu. Eh bien! le programme de M. Bonaparte a échoué partout. Les flottes ont dû rester paisibles spectatrices des efforts malheureux de l'armée alliée, grâce à la précaution que les Russes avaient prise de couler à fond une dizaine de vaisseaux et de frégates dans l'étroite passe qui conduit au port de Sébastopol. D'autre part, aux 500 pièces d'artillerie anglo-française les remparts de la ville opposaient 2,000 canons du plus fort calibre et de portée supérieure, de sorte que les alliés, après avoir fait une effroyable consommation de projectiles, reconnurent qu'ils n'avaient pas même entamé la formidable ceinture qui entourait Sébastopol, et que l'assaut recommandé si impérativement par M. Bonaparte n'avait pas la plus petite chance de succès.

Force fut donc de se mettre à la mine et à la sape pour approcher des ouvrages que le canon n'avait pu renverser. Ainsi que l'a dit M. Bonaparte dans le *Moniteur,* les opérations du siége entraient dans une nouvelle phase, mais aucun avantage décisif n'est venu faire espérer que ce système réussirait mieux que ceux qui l'avaient précédé. De temps à autre, il est vrai, les journaux de la police font grand bruit des victoires remportées sur les embuscades des Russes, mais à tout prendre les alliés sont aussi loin que jamais des murs de Sébastopol, et les pertes en tout genre continuent de se compenser entre les assiégeants et les assiégés, de façon que le siége de Sébastopol peut durer à l'égal de celui de Troie, pourvu que la France et l'Angleterre ne se lassent pas de combler les vides faits dans les rangs de leurs armées par le feu de l'ennemi et les maladies.

V

Ce n'est pas sans raison que l'on se méfiait de l'excellence du nouveau plan recommandé par M. Bonaparte vers la fin d'avril.

Voilà, en effet, qu'il vient de se décider à de nouvelles combinaisons.

Si la presse anglaise dit vrai, les forces alliées présenteraient actuellement un effectif de 200,000 hommes environ, en comprenant les Turcs et les Piémontais qui doivent être, à l'heure qu'il est, tous réunis au camp devant Sébastopol. Il convient de déduire le chiffre des malades qui ne doit pas être au-dessous du quart, puisque sur 43,450 hommes l'armée anglaise accuse 11,250 hommes dans les hopitaux ou dans les ambulances, et qu'il n'y a pas de raison pour que cette proportion ne se retrouve pas dans les autres armées. Il est même à craindre qu'elle ne s'accroisse d'une manière effroyable, car dans la Crimée les chaleurs ne sont pas moins mortelles que le froid. Mais pourquoi appeler le malheur? Les généraux alliés disposent de plus de 150,000 hommes valides, aguerris par les souffrances passées et ne demandant qu'à combattre l'ennemi corps à corps. Ne va-t-on pas mettre leur courage à l'épreuve? M. Bonaparte a fini par y penser, craignant peut-être que l'armée russe, qui compte plus de 250,000 hommes, ne reçoive de nouveaux renforts.

Déjà, il y a quelques jours, l'armée alliée a fait un mouvement offensif et s'est emparée d'un passage sur la Tchernaya. Le grand triomphe a été célébré sur tous les tons et l'irréparable infériorité des Russes ressortait évidente de cette nouvelle défaite, lorsque le *Moniteur* a été obligé de convenir que ce résultat avait été obtenu sans combat, les Russes ayant eu précédemment la *maladresse* d'abandonner ce poste qui doit être d'un si grand secours aux opérations ordonnées par M. Bonaparte.

Ce n'est pas tout : la flotte à vapeur a transporté 15,000 hommes anglo-turco-français sur le littoral de la mer d'Azof, et cette petite armée a détruit Kersh et Iniaké, pris 90 canons, un grand nombre de bâtiments de commerce et forcé les Russes de brûler leurs magasins et quatre bateaux à vapeur. Cette fois il n'y a pas d'équivoque, le succès est incontestable. C'est parfait, mais cette brillante expédition qui n'est à bien dire qu'un acte de piraterie, puisque les points attaqués

n'ont point été et ne pouvaient pas être défendus, a-t-elle jeté beaucoup de gloire sur ceux qui l'ont commandée et exécutée? La force de Sébastopol en est-elle diminuée, la sécurité de l'armée russe ébranlée? Nullement. Si ces positions sont importantes, il faut y laisser le corps expéditionnaire pour les garder et affaiblir d'autant les cadres. Dans le cas contraire, l'armée anglo-française aura à s'honorer d'avoir ruiné des habitants paisibles et fait la guerre en sauvages. Est-ce à l'Occident de donner aux descendants d'Attila des leçons de barbarie?

Quoi qu'il en soit, il s'est fait un grand tumulte d'enthousiasme autour de ces équivoques succès, et tous les ressorts ont été mis en jeu pour éblouir l'opinion. Il s'agissait en effet d'inaugurer un changement survenu dans le commandement. Accablé de son impuissance, accusé par l'armée toute entière, M. Canrobert ne trouvait même plus dans ses subordonnés ce reste d'égards et d'obéissance qui ne se refuse jamais dans l'armée au général en chef, quelle que soit sa nullité d'ailleurs. Lorsqu'il transmettait avec la fidélité la plus déplorable les précieuses instructions qu'il recevait de M. Bonaparte, généraux et soldats ne manquaient pas d'attribuer à l'insuffisance bien connue de l'infortuné général la stupidité des ordres qui leur étaient donnés. Aussi plus que jamais l'armée chantait la *Marseillaise* et redemandait ses généraux de la guerre d'Afrique. La position n'était plus tenable, et M. Canrobert ne voulut pas garder plus longtemps la responsabilité du commandement. Sa démission fut acceptée et, par forme de concession à l'armée, on le remplaça par un général d'Afrique, M. Pélissier, si tristement célèbre par l'horrible affaire des grottes de la Dahra où il fit enfumer une centaine de familles arabes.

Dans l'armée, M. Pélissier appartient à la classe des casse-cou; ce n'est pas un général, c'est un soldat d'avant-garde. Malgré son âge, il a conservé l'élan irréfléchi des courages incomplets et nul n'est moins capable de lutter contre les habiles généraux russes. Il conduira cent mille hommes comme il ferait d'un détachement lancé à la razzia, mais n'attendez de lui ni la sagesse qui prévoit, ni le génie qui trouve la vic-

toire dans une inspiration soudaine, ni le sang-froid qui répare les défaites. Tel est M. Pélissier livré à lui-même; mais, comme M. Canrobert, il sera tenu par le fil électrique qui va du camp français aux Tuileries, et, pas plus que son prédécesseur, il n'échappera à l'omnipotente direction de l'infaillible héros du 2 Décembre.

Ainsi mis à l'attache, M. Pélissier perdra les qualités de ses défauts; ses coups de tête s'exerceront sur des détails et à contre sens des ordres qu'il aura fait exécuter. Sous un chef de cette trempe l'armée a de grandes chances pour être follement sacrifiée sans profit.

Où sont, hélas! ces généraux de vingt ans, soldats la veille, que le patriotisme inondait de génie, les Hoche, les Marceau, les Joubert et tant d'autres éclos au soleil de la République? Silence à ces vains regrets! M. Bonaparte ne veut que des esclaves et l'empire a les vainqueurs de Décembre.

VI

Quoiqu'il en soit, la retraite de M. Canrobert est un fait de haute importance. Si la campagne n'était pas compromise, si la prise de Sébastopol n'était pas considérée comme impossible, il n'aurait pas donné sa démission quelle que fût son incapacité. Quand a-t-on vu un général en chef déserter le commandement à la veille d'une victoire qu'il aurait préparée par ses travaux?

Mais c'est surtout au point de vue moral que cet événement prend une remarquable signification.

Des hommes qui ont dirigé le coup de main de Décembre, les principaux coupables étaient, dans l'armée, MM. Saint-Arnaud, Canrobert et Espinasse. Leur dévouement aux ordres impitoyables partis de l'Elysée leur valut les commandements les plus enviés dans l'armée d'Orient, et les lauriers qu'ils ne pouvaient manquer de cueillir devaient couvrir les taches que

le sang des citoyens avait imprimées sur leurs fronts. Mais les faveurs d'un empereur si grand qu'il soit, si éclatantes qu'elles fussent elles-mêmes, étaient impuissantes à transformer en capitaines des forbans et des coupe-jarrets, à les laver de l'indignité dont ils portaient l'ineffaçable caractère.

Parce que M. Saint-Arnaud avait su lancer 100,000 hommes gorgés d'eau-de-vie sur des citoyens désarmés, éventrer des maisons sans défense, promener d'un bout de la France à l'autre les conseils de guerre et les exécutions, de ce qu'il avait enfin toute la confiance de M. Bonaparte qui l'avait choisi et qui l'aimait, surtout à cause de sa probité plus que douteuse, en résultait-il qu'il fût de taille à commander une armée? Il est mort à la peine, dès les premiers jours, après avoir semé la ruine et la honte sur la fortune de son noble maître.

Après lui, voici M. Canrobert, l'exécuteur des massacres du boulevard. Encore un qui était meilleur pour le guet-apens que pour la guerre et qui paie par un éclatant déshonneur un forfait sans excuse devant la conscience universelle.

Ensuite vient M. Espinasse qui, payé comme les autres à prix d'argent, mena la nuit ses soldats égarés à l'assaut du palais de l'assemblée nationale et passa général en récompense de cette noble prouesse. C'est lui qui par son habileté trouva le moyen de faire périr 6,000 hommes en 24 heures comme s'il avait eu une prime par cadavre.

Un autre, M. de Lourmel, avait aussi gagné les épaulettes de général dans les rues ensanglantées de Paris. Honteux de son déplorable passé, il se précipite si follement sur les batteries russes qu'il y meurt avec un bataillon tout entier et que sa mort a passé pour un suicide.

Ainsi l'expiation se continue, sévère, inexorable. Si l'armée est frappée dans son ensemble, les chefs ne sont pas épargnés : heureux ceux qui comme Saint-Arnaud et de Lourmel ont échappé au formidable châtiment qui commence pour MM. Canrobert et Espinasse.

Quelle leçon pour ces traîneurs de sabre qui se font un jeu de la vie des citoyens et qui, toujours prêts au mal quand il y a à gagner un grade ou d'ignobles pour-boire, frappent sans

pitié la foule inoffensive et se croient à l'abri du reproche, parce qu'ils sont commandés et payés pour obéir ! N'y a-t-il pas quelque chose de fatal dans ces morts désespérées, dans ces catastrophes qui pèsent si lourdement sur les survivants?

Quelle leçon pour l'armée! le châtiment auquel elle avait échappé l'attendait en Crimée. Ce maréchal et ces généraux de sac et de corde qu'elle avait suivis en Décembre et qui devaient leur scandaleuse élévation à sa coupable obéissance, sont devenus les artisans de ses désastres, on devrait dire ses bourreaux...

VII

Jamais la France ne connaîtra les pertes faites par l'armée de Crimée, les inénarrables souffrances qu'ont endurées ceux qui ont pu survivre. Indignement trompée par les journaux officiels, elle ne pourrait pas même soupçonner l'horrible vérité, sans les tardives révélations de la presse anglaise, révélations incomplètes toutefois et enchaînées par le besoin de ménager l'alliance de M. Bonaparte. Si la plainte a la voix haute et rude au camp, elle y meurt ; l'infâme espionnage y a mis bon ordre. Toutes les lettres, qu'elles viennent des officiers ou des soldats, passent au cabinet noir et quand elles contiennent le plus léger aperçu sur la situation. elles sont impitoyablement brûlées ou envoyées au ministère de la guerre. comme pièces de conviction contre l'avancement. Les soldats qui tenaient à rassurer leurs parents étaient donc réduits à simuler, dans leurs lettres, le contentement et le bien-être, de se répandre en éloges sur les chefs et sur l'administration, de mentir en un mot comme un bulletin officiel et cela au moment peut-être où, rongés par la maladie, abattus par le froid et la faim, menacés de toutes parts par l'ennemi, ils n'avaient plus la force de disputer un reste de vie à ces maux conjurés.

M. Bonaparte ne pouvait pas consentir à laisser librement

passer les douleurs de l'armée, car la simple énonciation des faits, la froide éloquence des chiffres eût soulevé toutes les indignations de la France contre l'auteur et le directeur de cette guerre. L'affreux désordre qui régnait dans une administration corrompue a fait, à lui seul, plus de ravages que le feu des Russes; auxiliaire du typhus et du choléra, il leur recrutait des milliers de victimes. Le mal devint si grand que le suicide, cette ressource suprême de ceux qui n'espèrent plus, s'abattit sur nos régiments et grossit notablement le nombre des morts.

Un membre de la chambre des pairs d'Angleterre, Lord Grey, affirmait naguère du haut de la tribune, que le nombre total des morts dans les armées belligérantes dépassait 400,000 hommes, et que les pertes des alliées — anglais, français et turcs — n'étaient pas au-dessous de 200,000 hommes. Quelle part revient à la France dans ce sinistre inventaire? Nul ne le sait, mais si les données de Lord Grey sont exactes — et elles n'ont pas été démenties — on peut l'évaluer à plus de la moitié.

Mesurez le résultat obtenu à ce sacrifice irréparable et n'oubliez pas que cent mille enfants de la France ont péri sans utilité pour la patrie, parce que M. Bonaparte voulait se faire sacrer par le pape à Notre-Dame de Paris.

Dans ce nombre périt la fleur de ces vaillants régiments d'Afrique, longuement éprouvés au feu des Arabes, aux marches forcées en plein soleil, aux nuits passées sans sommeil et sans pain dans les gorges glacées de l'Atlas; ainsi tombèrent ces irrésistibles bataillons qui, bien commandés, auraient à la voix de la République, traversé bayonnette en avant toutes les armées des rois coalisés! Que pouvait leur courage indompté contre des montagnes de granit, contre le feu croisé de 2,000 pièces de canon placées sur des hauteurs inaccessibles, enchaîné qu'il était par l'incapacité souveraine de chefs déshonorés? Que pouvaient-ils contre le choléra, contre le typhus et le scorbut qui combattaient pour les Russes, contre les prévarications homicides d'une administration de voleurs? Ils sont morts en maudissant l'empire, et M. Bonaparte s'en félicite peut-être, parce que leurs sympathies avouées les rangeaient

parmi les vengeurs de la République, parce que leur mépris s'exhalait librement contre les meurtriers de Décembre et les favoris des Tuileries. Il se dit même qu'une infernale pensée leur a constamment réservé tous les dangers jusqu'à ce qu'ils soient tous tombés, la face devant l'ennemi.

Et pourquoi ce gaspillage d'un sang précieux? La prise de Sébastopol terminerait-elle honorablement cette guerre malencontreuse si inhabilement commencée, plus maladroitement conduite? Sous peine de renoncer aux bénéfices de la campagne, il faudrait prendre Symphéropol et Pérékop, défendus chacun par une armée, et cela ne servirait de rien pour fermer la mer Noire aux Russes, puisqu'en dehors de la Crimée, Odessa, Nicolaiew, Kerson et vingt autres endroits offrent des arsenaux et des ports aux flottes du Czar. Et combien d'or et de sang ne coûteraient pas ces stériles succès!

Dans l'hypothèse contraire, si Sébastopol repousse toutes les attaques, si l'armée russe prend l'offensive et jette les armées à la mer, si même elle refuse le combat et maintient ses communications de Sébastopol, que de sacrifices ne faudra-t-il pas faire pour se rembarquer, après avoir levé le siége? Combien de milliers de cadavres iront s'ajouter à ceux qui reposent déjà sur le sol russe, sans compter la valeur de l'immense matériel qu'il faudra laisser derrière soi, sans parler surtout de l'échec subi par le drapeau de la France et rendu plus douloureux par le triomphe éclatant de la nation qui, avant le 2 Décembre, représentait le plus carrément en Europe le gouvernement de la force et de la violence.

Les dépôts s'épuisent sans relâche pour remplir les vides qui se font chaque jour dans les cadres de l'expédition, et, malgré tous ces renforts, l'armée française ne compte pas 100,000 hommes en Crimée. L'état militaire de la France doit être de 780,000 hommes, puisque les deux dernières levées de 1854 et de 1855 ont été portées à 140,000 hommes et que les congés de libération ont été suspendus jusqu'à la paix. Si les pertes n'ont pas dépassé tout ce qu'on peut supposer, pourquoi se proposer de devancer l'appel pour la classe de 1856 et de lui demander 140,000 conscrits? Pourquoi arracher la

dernière espérance de la population civile au travail fécond des champs et de l'atelier, et l'envoyer se perdre dans l'abîme sans fond que M. Bonaparte a creusé de ses propres mains? La France se lasse et la dernière réquisition a trouvé bien des résistances. Dans plus d'une province les citoyens appelés ont cherché refuge à l'étranger, d'autres se sont armés pour repousser les gendarmes. Que sera-ce dans deux mois, si M. Bonaparte commande à ses muets du corps législatif de lui octroyer un nouveau tribut de 140,000 soldats?

Les demandes d'argent vont se succéder plus rapides que jamais. Les emprunts émis pour les besoins de la guerre sont absorbés depuis longtemps; le trésor est aux abois. Avant le mois d'août il faudra un milliard pour liquider la portion le plus urgente de l'arriéré, car ce n'est pas avec les 750 millions réalisés ou en voie de réalisation, qu'on a pu assurer le service de la guerre et de la marine. De l'aveu du ministère anglais— et l'aveu date d'un mois déjà— l'Angleterre a dépensé *un milliard deux cent cinquante millions*; et, la France, qui a envoyé au moins deux fois plus d'hommes en Crimée que l'Angleterre, ne doit-elle pas avoir dépensé bien davantage?

Que les capitalistes, pieux adorateurs de l'empire, se préparent donc à vider leurs caisses. Récemment les petites économies se sont coalisées pour leur enlever la prime des emprunts, car la fureur de l'agiotage a gagné toutes les têtes, et les hauts barons de la finance ont dû bien souffrir dans leur patriotisme de cette compétition inaccoutumée. Qu'ils se rassurent! Si par impossible le prochain emprunt leur échappait encore, d'autres viendront plus tard avec des primes de plus en plus élevées et tous finiront par avoir part au gâteau, car la guerre n'est pas finie; elle n'est qu'à son aurore et durera aussi longtemps que l'empire.

VIII

Ces sinistres prévisions ne seraient-elles pas dictées par la passion? Le monde sait que, fidèle à son programme, M. Bonaparte veut être le vrai Napoléon de la paix et qu'il n'a rien négligé pour trouver dans les négociations une solution honorable à la question d'Orient.

Dès le principe, et d'accord avec sa fidèle alliée, la Grande-Bretagne, il a fait appel à toutes les puissances européennes qui toutes sont intéressées au maintien de l'empire Ottoman et ne voient pas sans inquiétude l'excessif agrandissement de la Russie. Si la Prusse a hésité, l'Autriche a montré de meilleures dispositions. Cette dernière puissance n'a-t-elle pas eu la générosité de s'offrir pour garder les Principautés Danubiennes et n'a-t-elle pas dans le mémorable traité du 2 Décembre — toujours le 2 Décembre! — pris l'engagement solennel de faire la guerre à la Russie si, dans le mois, le Czar n'avait pas consenti à négocier sur les bases des quatre garanties, et si ces négociations n'aboutissaient pas au résultat désiré? Tout cela est admirable sans doute, mais il fallait être dix fois insensé pour compter sur le concours de l'Autriche, obligée et presque vassale de la Russie. N'en déplaise à M. Bonaparte, il est à peu près le seul en Europe qui n'ait pas vu clair dans la politique autrichienne, qui n'ait pas compris qu'en s'emparant militairement de la Valachie et de la Moldavie, l'Autriche faisait ses propres affaires et servait l'intérêt du Czar, en forçant les alliés à respecter les parties vulnérables du territoire russe, en permettant au Czar de porter toutes ses forces sur les autres points qui restaient ouverts aux attaques de l'armée anglo-française, c'est-à-dire en Crimée et sur les bords de la mer Noire. La fatalité de l'héritage napoléonien pèse de tout son poids sur M. Bonaparte. Il a vu dans l'histoire que depuis sa première campagne d'Italie jusqu'en 1812, son oncle avait toujours ménagé et courtisé l'Autriche et, sans envisager les

suites de cette inconcevable faiblesse, il se croit obligé de la recommencer avec l'espoir de s'en tirer avec honneur. Peut-être même n'est-il pas éloigné de rétablir le divorce pour son compte personnel, afin de mettre, lui aussi, une archiduchesse dans son lit.

Cette confiance insensée devait avoir les suites les plus funestes sur les opérations de la campagne; l'armée anglo-française est allée s'enterrer en Crimée, dans un pays désert, quand elle pouvait s'établir dans les Principautés, au milieu d'une population sympathique, sur un territoire abondant en ressources et donnant une main à la Pologne l'autre à la Hongrie, toujours appuyée sur les flottes maîtresses de la mer Noire, aller au devant des escadres de la Baltique à travers les provinces polonaises. Il est vrai que la Révolution seule peut se permettre ces nobles audaces et que l'empire n'ayant pas l'oreille des peuples opprimés, en est réduit à mendier des alliances dans les chancelleries de l'Europe.

Les conférences venaient de s'ouvrir à Vienne et, au début, la Russie s'empressa d'accepter en principe les quatre garanties comprises dans l'ultimatum des puissances occidentales. La paix semblait donc assurée, puisqu'il n'y avait plus à s'entendre que sur les détails et les moyens pratiques. La Russie désavouait tout projet de conquête, protestait de son respect pour les droits et l'intégrité de la Porte Ottomane et faisait, en un mot, la part si belle aux alliés que, dans leur enivrement, ils mirent la Prusse à la porte du congrès, parce que la Prusse en refusant de signer le traité du 2 Décembre ne voulait pas au préalable poser le *casus belli* contre la Russie. Grâce à la facilité inattendue déployée par le cabinet de St.-Pétersbourg, la conférence n'en poursuivit pas moins ses travaux. En peu de temps, les deux points qui pouvaient intéresser l'Autriche et la Confédération germanique, l'indépendance des provinces Moldo-Valaques et la libre navigation du Danube, furent réglés à la satisfaction générale. Les difficultés ne commencèrent qu'avec le troisième point relatif à la révision du traité de 1841, révision qui, suivant les alliés, devait se résumer dans la limitation des forces navales de la Russie dans la mer

Noire. Les diverses propositions mises en avant par les alliés furent successivement rejetées par la Russie, et lorsqu'en désespoir de cause cette dernière puissance fut invitée à formuler un contre-projet, elle répondit nettement qu'elle n'avait rien à proposer sur une question qui, dans la pensée des alliés, devait porter atteinte à son droit de souveraineté. Ce refus si fièrement motivé devait être le signal de la dissolution des conférences et l'Autriche, aux termes du traité du 2 Décembre, n'avait plus qu'à joindre ses forces à celles de la France et de l'Angleterre pour mettre le Czar à la raison. Mais l'Autriche voulait gagner du temps, ne croyant pas venu le moment de lever le masque, et les représentants de la France et de l'Angleterre, toujours empressés de montrer leur déférence envers le cabinet de Vienne, admirent le maintien des conférences, en acceptant leur ajournement indéfini.

Depuis lors l'Autriche a proposé chaque semaine des combinaisons nouvelles qui, toutes inacceptables, ont été rejetées soit par la Russie, soit par les puissances alliées. Cette admirable comédie ne profite, bien entendu, qu'à la Russie et à l'Autriche, à la Russie qui use à plaisir les forces de l'Angleterre et de la France autour de Sébastopol, à l'Autriche qui s'établit de plus en plus dans les provinces danubiennes.

De mémoire de diplomate, on n'a vu deux grands peuples jouer un rôle aussi humiliant. Les cabinets de Londres et de Paris pouvaient-ils, en conscience, se flatter d'amener la Russie à signer son déshonneur, avant que la force des armes ne lui en eût fait l'impérieux devoir? Que le vainqueur fulmine l'anathème contre les vaincus, cela se conçoit, mais la France et l'Angleterre étaient-elles victorieuses? Où sont les trophées de leurs victoires? Au moment où elles produisaient ces exigences, leurs armées se consumaient inutilement en Crimée et Sébastopol dressait plus fièrement que jamais sa forêt de citadelles et de bastions. Si du moins l'épée avait encore été dans le fourreau, les menaces pouvaient avoir une signification et n'être pas ridicules; mais quand la lutte est engagée, quand les parties envahissantes ont déployé toutes leurs forces sans aucun résultat, leur appartient-il de dicter la loi? La paix

n'était plus possible depuis le jour où la France et l'Angleterre ont posé comme ultimatum la destruction de Sébastopol et de la flotte russe dans la mer Noire.— Si Sébastopol vous gêne, tâchez de le prendre, disait avec raison l'ambassadeur russe aux alliés—et, en effet, vouloir le prix de la victoire avant d'avoir vaincu, c'est le comble de la présomption stupide.

Que M. Drouyn de l'Huys et ses agents aient donné dans ce piége, après tant d'autres maladresses, nul ne s'en étonnera. Doués d'une déplorable incapacité, ils avaient en outre le malheur d'être enchaînés par la volonté du maître, car M. Bonaparte est aussi grand diplomate que grand guerrier. Mais on s'explique moins facilement la naïveté du cabinet anglais, en se rappelant ses allures tranchantes du temps passé. Est-ce que le poids de l'alliance française paralyserait la diplomatie britannique?

L'aristocratie qui gouverne l'Angleterre et qui a si malheureusement conduit la question d'Orient, s'effraye, et non sans motifs, des clameurs qui s'élèvent du sein de la population. Pour la première fois, elle a vu discuter ses priviléges séculaires, contester son aptitude gouvernementale et son droit au commandement. Déjà mise en suspicion par un verdict solennel des communes, elle entend retentir à ses oreilles les sourdes rumeurs qui présagent les révolutions. Le peuple anglais n'aime pas à se battre, mais quand il paie des gens pour se battre à sa place, il veut de la gloire et du profit pour son argent, et comme il ne voit que des dépenses stériles, des pertes sans compensation, il crie de tous ses poumons contre l'aristocratie éreintée qui l'exploite depuis huit siècles. Tout récemment, les griefs populaires ont trouvé des organes dans les principaux négociants de la cité qui, réunis en grand nombre, ont voté d'enthousiasme des fonds considérables pour organiser une agitation générale en faveur d'une réforme administrative. L'Irlande, si longtemps privée de son droit à la vie, s'est empressée de répondre à l'appel parti de la capitale, et dès à présent, sans prévoir le terme ni la forme de l'agitation commencée, on peut affirmer que le dernier jour du privilége aristocratique en Angleterre n'est pas éloigné. C'est afin de conjurer

ce danger qui s'accroît à chaque minute, qui peut devenir irrésistible demain, si demain survenait une catastrophe en Crimée, que l'aristocratie s'est prêtée si complaisamment aux manœuvres de l'Autriche, car elle a besoin de la paix et la ferait à tout prix, si elle ne craignait de donner un nouvel aliment au mécontentement populaire. Cette pauvre aristocratie! elle a si grand besoin de panser ses blessures, de redorer son blason, elle voudrait tant ne pas mourir qu'elle est capable de tout faire. N'a-t-elle pas imposé silence à son orgueil pour s'allier avec M. Bonaparte, parce qu'elle croyait que la victoire volerait avec les aigles? Trompée dans ses espérances, n'attendant plus rien des négociations, elle aspire, dans le secret de ses pensées, à rejeter le fardeau de l'alliance française, à reprendre sa place parmi les alliés de 1815.

Pendant le cours des conférences un événement s'est produit qui devait, aux yeux des puissances alliées, conseiller à la Russie des dispositions moins belliqueuses. Nicolas était mort et, à Paris comme à Londres, la presse entonna le chant du triomphe, pendant que la Bourse enlevait une hausse formidable. Il y avait, à ne rien céler, quelque chose de lâchement odieux dans ce concert de cris joyeux autour du cadavre d'un homme que l'Europe avait adoré longtemps comme le dieu de la force et le dompteur des révolutions. Comment s'imaginer pourtant qu'en montant sur le trône, le nouvel empereur irait renier l'œuvre paternelle, déchirer en lambeaux l'héritage qu'il avait reçu de Nicolas, et inaugurer son règne par une lâcheté, quand tous les fanatismes surexcités d'une population de 60 millions d'âmes le poussaient invinciblement à la guerre? Nicolas lui-même, s'il vivait encore, malgré l'autorité de son caractère, malgré le prestige d'un règne heureux de trente années, ne pourrait faire ce qu'on attendait d'Alexandre, sans soulever contre lui de redoutables orages. Aussi rien n'a été changé dans la politique du cabinet de St-Pétersbourg, si ce n'est que ses ambassadeurs ont pris un langage plus ferme qu'auparavant et que la défense de la Crimée a été poussée avec une nouvelle vigueur.

Cependant, à force de sonner le tocsin dans les coins de

l'Europe, les alliés ont fini par recruter le secours de Sa Majesté de Sardaigne, et ce roitelet s'est engagé moyennant finances—il va sans dire—à porter en Crimée un corps de 15,000 hommes. Qu'avait à faire le Piémont dans cette querelle où rien ne l'appelait? Voudrait-il, par hasard, réclamer du chef de Gênes aujourd'hui sa sujette, les antiques et éphémères conquêtes faites au temps des Doria sur les côtes de la Crimée? Son intervention est le produit d'une intrigue de l'Autriche qui désirait prendre ses précautions contre les éventualités dont elle a le secret avec la Prusse et la Russie. Quel profit les alliés tireront-ils de cette concession tardive qui n'ajoute rien à la force morale de la coalition occidentale et qui n'est, à bien prendre, qu'un marché par lequel le Piémont vend à l'Angleterre le sang de 15,000 de ses enfants? L'armée anglaise comblera ses vides, et Sébastopol n'en ouvrira pas plus tôt ses portes. Mais la France aura bientôt à regretter que l'élite de l'armée piémontaise ait quitté la garde des Alpes, pour aller mourir en Crimée.

IX

Telle est, sauf les détails, la position de la France et de l'Angleterre sur le terrain de la guerre et sur celui de la diplomatie. Pourquoi le dissimuler, quand les faits parlent si haut? La guerre d'Orient se résume jusqu'à ce jour pour les deux puissances en perte d'influence, sans compter les sacrifices d'hommes et d'argent dans le passé, sans parler des épreuves nouvelles qui les attendent. Le gouvernement aristocratique qui pèse si durement sur la Grande-Bretagne a mis à nu son incurable insuffisance. Depuis quarante années, sur la foi de Trafalgar et de Waterloo, l'Europe s'imaginait que l'Angleterre était toujours l'Angleterre des Pitt et des Nelson, et la gloire usurpée de ce vainqueur de hazard qui s'appelait Wellington

semblait protéger le drapeau du Royaume-Uni. Grâce à l'indignité de ses hommes d'état, l'Angleterre a perdu pour toujours le haut rang qu'elle s'était fait dans le monde à l'aide du machiavélisme le plus éhonté. La voilà descendue au second ordre dans les puissances, car une nation qui veut faire la guerre avec des mercenaires ne saurait conserver longtemps les innombrables conquêtes qu'elle doit à son infernale politique et à des forces d'emprunt.

Quant à M. Bonaparte qui, à l'instar de Louis XIV, ose dire : « La France, c'est moi ! » A-t-il gagné ou perdu à cette guerre dont la responsabilité remonte à lui seul? Le lecteur peut déjà savoir à quoi s'en tenir, et bientôt il sera complètement édifié sur cette importante question qui se lie intimement à l'avenir et au sort de la France et de l'Europe.

Pendant plus de six mois, M. Bonaparte avait fait annoncer son départ pour la Crimée : si la campagne n'était pas heureuse, cela tenait à ce que ses ordres n'avaient pas été rigoureusement suivis. Le soleil de sa présence allait dissiper les nuages qui avaient obscurci le drapeau de la France et Sébastopol l'attendait pour lui livrer ses clefs. Hélas ! que n'eût-il parti le premier jour, s'il porte la victoire dans ses yeux? Cent mille familles ne pleureraient pas aujourd'hui les cent mille victimes dévorées par cette guerre maudite. Enfin, il n'y a plus à s'en dédire, tous les ajournements sont épuisés, l'heure du départ est fixée, il va se mettre en route suivi de sa noble compagne qui ne veut pas l'abandonner dans ce voyage glorieux. Un palais attend à Constantinople les deux Majestés, les bagages sont partis de Paris, embarqués à Marseille et les plus défiants en étaient à se demander si, une fois en sa vie, M. Bonaparte éviterait de donner un démenti à ses paroles. Tout à coup le mobilier de campagne revient à Paris ; M. Bonaparte a changé d'avis, il ne quittera pas sa capitale. — D'où vient ce revirement subit?

Tant que la paix ne lui paraissait pas absolument impossible, M. Bonaparte faisait grand bruit de ses projets de départ. Rien ne pouvait retenir son ardeur, et cette résolution toute chevaleresque lui valut une sorte de succès. A la

bonne heure! se disait-on dans le monde du chauvinisme, il est bien le neveu de son oncle, et comme l'armée d'Italie celle de Crimée aura son petit Caporal. Au bruit flatteur de ces éloges anticipés, M. Bonaparte faisait la roue pensant avec raison que c'était toujours autant de gagné sur son impopularité. De plus, il avait la naïveté de penser que la menace de son départ jeterait l'épouvante à St.-Pétersbourg, et que les Russes y regarderaient à deux fois avant de persister dans une guerre où ils auraient en face le propre neveu du vainqueur d'Austerlitz et de Friedland. Nonobstant cette confiance inspiré à M. Bonaparte par le sentiment de sa valeur, les conférences n'ont été pour la France qu'une immense mystification et les Russes n'ont rien fait pour écarter le danger suspendu sur leur tête. Ce que voyant, M. Bonaparte a compris que les Russes étaient des barbares indignes de sa colère et valaient à peine l'honneur d'être vaincus par un Canrobert.

Il se dit encore que M. Bonaparte si remarquable dans le cabinet — on vient d'en parcourir les preuves — vaudrait moins que rien sur le champ de bataille, son génie élevé ne pouvant descendre aux vulgaires détails de la pratique et ses nerfs supportant mal la fumée de la poudre. Voilà pour quelles raisons M. Bonaparte est resté et il a bien fait. Quitter la France, c'était ménager une excuse à l'infaillible et prochaine destruction de son autorité dans les murs de Paris.

Mais l'armée qui a tout sacrifié à cet homme, liberté et patrie, honneur et devoir, qui sous le ciel inclément de la Tauride n'a récolté que le désespoir, l'armée humiliée, démoralisée, qui épuise son sang et ne croit plus au succès, l'armée ne devait-elle pas compter du moins que celui qui a si follement disposé de sa vie, viendrait vaincre ou mourir dans ses rangs. Cette faible consolation lui sera refusée et ceux qui vont mourir, après tant d'autres, ne pourront pas saluer César avant de tomber dans l'arène.

Ah! sans doute, il y a de grands coupables dans les rangs de cette armée. Ces condottieri qui menaient si gaiment leurs soldats à la chasse des citoyens, qui leur commandaient d'égorger tout ce qui passait à portée de bayonnette, pour faire

un baptême de sang à l'empire, ces hommes, morts ou vivants, victorieux ou vaincus, sont indignes de pitié. Mais derrière, se pressent nos frères, nos enfants, les victimes d'une législation barbare aux pauvres et douce aux privilégiés, tous ceux enfin qui n'ont pu racheter l'impôt du sang. Ces innocents ont péri ou vont périr, laissant des pères et des mères inconsolables, c'est à ceux-là que la France doit ses regrets, car le cœur saigne à cette douloureuse solidarité qui s'établit entre les persécuteurs et les persécutés, entre les bourreaux et leurs victimes.

Et c'est le cas de répéter ici encore que la vie de tant de milliers d'hommes a été sacrifiée, afin qu'un prêtre hypocrite et parjure qui se couvre chaque jour du sang des justes et des forts, daigne imposer ses mains criminelles sur l'empereur du 2 Décembre.

Rien n'a été dit jusqu'à présent sur la marine, la part qu'elle a prise à la campagne d'Orient, les pertes qu'elle a subies. La flotte n'a pas moins souffert que l'armée des épidémies et des fatigues de cette désastreuse expédition et ses souffrances se résument toutes dans un fait particulier qui en montre le sinistre caractère. Il y a deux mois une frégate de 1er rang, *La Sémillante*, portant 300 hommes d'équipages et 400 hommes de troupes venait de mettre à la voile pour la mer Noire. A quelques heures des côtes de France, sur une mer connue de de tous les marins, sur la grande route de la Méditerranée, en face d'une île française, cette frégate disparaît, engloutissant avec elle tout ce qu'elle portait et si les flots n'avaient jeté sur les rivages de Sardaigne quelques fragments de cadavres, quelques épaves brisées, ce drame épouvantable ne serait connu que de l'abîme.

En dépit de leur audace, les journaux du pouvoir n'ont pas osé se taire et, malgré l'insouciance d'une nation blasée sur le malheur, ce funèbre épisode de la guerre d'Orient a vivement affecté les bonapartistes qui ne pouvaient s'empêcher d'y lire une menace prophétique et se reportaient involontairement au mémorable naufrage de la *Méduse*, un des premiers bienfaits de la restauration.

X

Quelle sera la fin de tout ceci? Telle est la question à l'ordre du jour, question brûlante dont la solution sera réparatrice ou calamiteuse, selon que la France comprendra ou ne comprendra pas ses devoirs.

Avant peu, l'expédition de Crimée ne sera plus qu'un détail sans importance, à vrai dire, au milieu de la conflagration universelle qui se prépare. L'attitude de la Prusse n'a jamais été équivoque; celle de l'Autriche a cessé de l'être. Revenues, après un dissentiment simulé, à la plus cordiale entente, remorquant derrière elles tous les états de la Confédération Germanique, ces deux puissances viennent de proclamer officiellement leur neutralité. Le fameux traité du 2 Décembre n'est plus que lettre morte pour le cabinet de Vienne et les triomphes si vantés de la diplomatie anglo-française n'auront abouti qu'à la plus humiliante déconvenue.

En présence des formidables armements qui se sont opérés des monts Krapacks à l'embouchure de l'Ems et de Memel au Rhin, quand la Prusse et l'Autriche ont plus d'un million de soldats sous les armes, et qu'en 24 heures le reste de la Confédération peut réunir ses contingents, cette déclaration de neutralité n'est qu'un commencement d'hostilités, un pas décisif vers l'accomplissement de projets antérieurs concertés avec la Russie. Déjà, la Prusse moins circonspecte que l'Autriche a fait connaître aux gouvernements allemands que la politique expectante aurait un terme en raison des événements, et que la neutralité n'était que provisoire. Ce langage est-il assez clair?

Il faut que la France le sache, la crise dans laquelle elle est entrée sous les auspices de M. Bonaparte n'est pas le produit d'événements enfantés par le hazard; la forme a pu se modifier suivant les circonstances, la cause en remonte à 1848.

La révolution de Février ébranla si profondément l'Europe

que les rois semblaient perdus sans retour ; pour les sauver il ne fallut pas moins que les impardonnables fautes de la politique félonne inaugurée par M. de Lamartine. A mesure que la République s'abaissait sous la main des partis royalistes, les trônes reprirent leur équilibre et l'avénement de l'empire leur a rendu, pour un temps, leur première stabilité. Néanmoins les despotes étaient obligés de s'avouer que l'empire n'était qu'un accident, une halte momentanée dans la marche continue de la Révolution française, et dès lors ils se préparèrent aux éventualités que la politique aventureuse de M. Bonaparte a fait éclater avant l'heure. La question d'Orient vint fournir à la coalition le prétexte qui lui manquait et, selon toute apparence, l'année ne s'écoulera pas sans qu'elle vienne encore une fois se heurter contre la France, cet éternel foyer des révolutions européennes.

En dehors de cette donnée qui répond d'ailleurs si exactement aux craintes et aux rancunes des puissances du Nord, qui pourrait s'expliquer l'étrange conduite de cette question d'Orient si remplie de mystères et d'énigmes? Si la conspiration des rois ne s'en est pas emparée dans le seul but d'affaiblir M. Bonaparte, comment le Czar, sortant de sa réserve précédente, a-t-il prématurément démasqué ses projets sur la Turquie, projets qui ne sauraient aboutir que dans le tumulte d'un embrâsement général ? sans poser au Sultan un ultimatum inacceptable, il lui était facile d'avoir part aux priviléges que s'était fait concéder M. Bonaparte relativement aux Lieux-Saints et d'étendre son influence sur les grecs d'Orient. Il n'avait qu'à accepter les avances réitérées de M. Bonaparte qui, ravi de cette condescendance, aurait oublié le Pape et le Sacre pour appuyer auprès du Divan les prétentions du cabinet de St-Pétersbourg, trop heureux d'acheter à ce prix l'honneur de placer son nom sur un traité, à côté de celui de son cher et bon frère, S. M. Nicolas. C'eût été d'ailleurs parfaitement d'accord avec la politique Napoléonienne. Est-ce qu'en 1807, Napoléon n'avait pas abandonné à Alexandre la Moldavie et la Valachie, en même temps qu'il lui sacrifiait la Finlande et la Pologne?

Nicolas en déclarant la guerre au Sultan, faisait-il abstraction de la question Européenne et ne visait-il qu'à réaliser le projet de Pierre le Grand, en faisant de la mer Noire un lac russe et en s'emparant de la Turquie? Alors, et sans perdre une minute, il devait au moyen de sa flotte jeter 50,000 hommes sur les côtes de la province de Gallipoli, entre Andrinople et Constantinople, et marcher résolument sur cette dernière ville où les sympathies de la population grecque lui promettaient de nombreux auxiliaires. Est-ce ainsi qu'il a procédé? Nullement. Il laisse aux flottes anglo-françaises le temps d'arriver aux Dardanelles et de débarquer une armée. Quand il se décide à brûler Sinope, il semble n'avoir d'autre but que d'appeler les escadres alliées dans la mer Noire, de même que plus tard il ne fait insulter les murs de Silistrie qu'afin de forcer la France et l'Angleterre d'envoyer leurs troupes à Varna, au moment où lui-même allait rentrer dans ses frontières. Evidemment, depuis le commencement des hostilités, le Czar n'a manœuvré que pour attirer ses ennemis dans le piége qu'il leur avait habilement tendu sous les murs de Sébastopol, pour occuper et user l'élite de l'armée française, enfin pour dégoûter l'Angleterre de son alliance avec M. Bonaparte.

A ce point de vue, tout s'explique : on se rend compte des incroyables facilités données aux alliés lors de leur débarquement à Kamiesch et à Balaklava; on ne s'étonne plus que les généraux du Czar ne profitent pas de la supériorité de leurs forces pour jeter à la mer les troupes alliés, qu'ils laissent prolonger les travaux du siége en donnant aux assiégeants le temps de réparer leurs pertes, d'accumuler le matériel de siége qui leur manquait et d'élever leurs forces à près de 200,000 hommes.

Dans l'hypothèse opposée, l'esprit marche au milieu des ténèbres et la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg est prise à chaque pas en flagrant délit d'aveuglement et d'imprévoyance. On se tromperait grandement, en effet, si l'on croyait que la Russie ne souffre pas de la guerre de Crimée. Le blocus de ses ports ruine son commerce extérieur, et ses pertes d'hommes et de matériel ne sont pas inférieures à celles des alliés.

Dira-t-on que, grâce aux ressources pour ainsi dire infinies qu'elle trouve dans son immense population, elle peut impunément dépenser 2 à 300,000 hommes. Soit, mais sa belle flotte de Sébastopol, la retrouvera-t-elle? De plus ses trésors sont loin d'être inépuisables, surtout quand la difficulté d'exporter les produits de l'industrie moscovite tarit les richesses particulières, aliment nécessaire de la richesse publique.

Il est donc indubitable que la Russie ne s'est condamnée à ces onéreux sacrifices qu'en vue d'un plan d'ensemble dont le dénouement ne saurait désormais se faire attendre. Qu'elle ait brusqué la question d'Orient, sans trop écouter l'Autriche et la Prusse, obligées à des ménagements dont elle était dispensée, cela n'est pas impossible, mais elle était certaine de retrouver leur concours, quand M. Bonaparte, épuisé d'hommes et d'argent, à la veille d'être abandonné par l'Angleterre, ne pourrait plus opposer à la coalition qu'une ombre de résistance.

Ce qui démontre encore surabondamment que la guerre de Crimée n'est aux yeux de la Russie qu'une sorte de préface à des combinaisons plus décisives, c'est qu'au lieu d'envoyer au midi la garde impériale et les troupes d'élite, le Czar a cantonné tous ces corps de réserve en Pologne et dans les provinces voisines, afin de les rapprocher du champ de bataille qu'il leur promet en Occident, afin de les réserver pour les grands coups.

Que les profonds politique qui s'extasient devant l'inébranlable bonheur de M. Bonaparte traitent ces prévisions de chimériques, le danger n'en est pas moins réel, et la politique suivie par l'Autriche à l'endroit de la question italienne fournit de nouveaux et précieux arguments à l'appui. Le cabinet de Vienne a commencé par demander le rappel des troupes françaises qui occupaient les Etats-Pontificaux, en disant qu'avant de se lancer dans une guerre contre la Russie elle ne pouvait accepter le maintien de précautions militaires dirigées contre son influence en Italie. M. Bonaparte s'est empressé d'adhérer à cette demande et déjà, à titre d'arrhes, il a réduit le corps d'occupation à une simple brigade qui devait bientôt elle-même recevoir son ordre de départ. Or, on sait maintenant que l'Autriche ne pense guère à combattre la Russie. N'a-t-elle pas dé-

claré *officiellement* par la circulaire du 25 mai, que satisfaite des engagements pris spontanément par la Russie relativement à l'indépendance des principautés Moldo-Valaques ainsi qu'à la libre navigation du Danube, elle était résolue à adopter la politique expectante.

Si l'Autriche n'avait pas d'arrière-pensée, qu'elle n'eût pas à se préoccuper de ses engagements avec la coalition, eût-elle déployé cette exigence? Elle se fût applaudie, tout au contraire, de voir le drapeau français flotter à côté du sien, au milieu de l'Italie asservie. N'était-ce pas le meilleur moyen de décourager les populations de la péninsule, habituées jadis à invoquer la France contre la domination autrichienne? En demandant l'évacuation des Etats-Romains, elle met donc à nu ses projets et les plans de la coalition, car on conçoit que, dans ce cas, elle ait un puissant intérêt à ne plus laisser Rome ni Civita-Vecchia aux mains de M. Bonaparte, qui pourrait en faire la base d'une importante diversion.

Dans le même ordre d'idées, l'Autriche avait à craindre que le Piémont ne profitât des embarras que lui susciterait une guerre sur le Rhin, pour relever comme en 1848 le drapeau de l'unité italienne, ou garder pour la France la porte des Alpes. Elle a manœuvré si bien que le Piémont, soldé par l'Angleterre, vient d'envoyer mourir en Crimée la moitié de son armée, de cette armée qui seule pouvait fournir des cadres réguliers à la Révolution italienne. L'Autriche qui se proposait dès avant ce moment de rompre le traité du 2 Décembre, n'avait assurément aucun intérêt à recruter des alliés pour la France et l'Angleterre, des ennemis pour la Russie, puisque cette guerre ne la touche pas assez pour y prendre part et qu'elle a des ménagements à garder envers le Czar.

Le seul intérêt qu'elle pouvait avoir — et il est avoué maintenant — c'est d'affaiblir les alliés possibles de la France et de préparer le succès de la coalition.

Au surplus, il n'est pas un des actes de l'Autriche qui ne révèle son éloignement pour les alliés, ses sympathies pour la Russie. A la fin de 1854, l'Autriche promettait solennellement dans un traité de prendre parti contre la Russie, alors que, sa

bonne foi supposée, la prudence la plus vulgaire lui commandait plus de réserve. Elle n'avait pas complété ses armements et se trouvait en quelque sorte à la discrétion du Czar qui pouvait, en quelques jours de marche, porter 100,000 hommes sous les murs de Vienne. Cependant elle n'hésita pas à signer le traité du 2 Décembre. L'eût-elle fait sans l'assentiment secret de la Russie? Elle a signé ce traité parce qu'elle avait besoin d'argent, et que, pour assurer le succès de ses combinaisons financières, elle avait besoin de persuader à la bourgeoisie viennoise qu'elle était d'accord avec la France et l'Angleterre.

Quand après avoir exploité les bourses de Londres et de Paris, elle a les mains pleines et 600,000 hommes sur pied, son langage devient tout différent; elle se rappelle enfin les services qu'elle doit à la Russie; éprise d'un scrupule de reconnaissance, elle s'étudie déjà à oublier le traité du 2 Décembre. Toutefois, elle ne refuse pas d'abord de laisser passer sur son territoire l'armée que M. Bonaparte projetait d'envoyer en Pologne, désirant attaquer le colosse russe corps à corps, et un général français est officiellement admis à Vienne pour régler les conditions de passage et fixer les étapes. C'est à ce moment que les journaux de police, à Paris, ont annoncé que l'Autriche venait de donner à M. Bonaparte un régiment de cavalerie, gracieusetés qu'échangent volontiers les puissances du Nord avec leurs plus intimes alliés. Tout allait donc au mieux du côté de Vienne. A la fin, M. Bonaparte s'aperçut que l'offre de passage pour une armée française sur les possessions autrichiennes était une charmante mystification. Il apprit, non sans étonnement, que pour arriver sur le territoire autrichien il lui fallait transporter son armée en ballon par-dessus maint et maint état de la Confédération germanique, ou prendre la voie de mer jusqu'à Venise et Trieste. Le projet était donc entièrement inexécutable, et c'est ce qui explique l'attention prêtée par la cour de Vienne aux interminables communications du général de Létang. Aussitôt, avec la grandeur d'âme qui dirige ses moindres actions, M. Bonaparte déclara qu'il renonçait à envoyer des troupes en Pologne,

et il n'en resta pas moins dans les meilleurs termes avec l'Autriche.

Cependant, quand il vit que l'Autriche faisait peu de cas du traité de Vienne, de ce traité si habilement placé sous la protection de la bienheureuse date du 2 Décembre, il commença à douter des bonnes dispositions de cette puissance, et manifesta son mécontentement par deux actes de haute politique. Il avait envoyé extraordinairement aux conférences de Vienne son illustre ministre des affaires étrangères, pensant que, nourri de ses inspirations, il défenderait mieux que personne la politique impériale. M. Drouyn de l'Huys fit de son mieux, approuvant, les yeux fermés, tout ce que disait ou proposait M. de Buol, et revint avec la confiance d'avoir convenablement rempli les intentions de son auguste maître. Mais la honte était si manifeste, que M. Bonaparte fut obligé de casser aux gages et de désavouer son conseiller, qui n'avait que trop fidèlement suivi les instructions des Tuileries.

M. Bonaparte ne s'arrêta pas en si beau chemin, voulant, coûte que coûte, effrayer l'Autriche et la Prusse, il reçut dans son palais des Tuileries et fit inscrire au *Moniteur* les adresses d'une fraction sans importance de l'émigration polonaise, adresses dans lesquelles il était posé comme le futur restaurateur de la *monarchie polonaise*. Ce coup de maître manqua son effet, et ne fit qu'éloigner de plus en plus le cabinet de Vienne. Des explications furent demandées à l'ambassadeur de M. Bonaparte, et l'humilité des désaveux n'a pu désarmer le jeune empereur qui, comme il convient à sa race, a peu d'indulgence pour les velléités révolutionnaires. La réponse ne se fit pas attendre : l'état de siége fut immédiatement déclaré dans les Principautés Danubiennes, l'armée de Gallicie reçut de nombreux renforts et, par surcroît de précautions, le maréchal Radetzky eut l'ordre de concentrer ses forces en Lombardie et de se mettre sur le grand pied de guerre. Enfin, l'Autriche se déclara pour la politique expectante, ce qui n'est peut être pas encore la guerre, mais ce qui n'est plus la neutralité.

Tout cela n'empêchait pas que, fidèle à sa duplicité habituelle, l'Autriche ne continuât d'amuser la France et l'Angle-

terre par des négociations qui n'ont été officiellement abandonnées que dans les premiers jours de juin. Eh bien, malgré la rupture définitive des conférences, l'Autriche persiste à arranger ou plutôt à embrouiller cette malencontreuse question d'Orient. La voilà qui travaille la Turquie pour lui faire signer un traité direct avec la Russie, en dehors des puissances continentales et sous sa propre garantie. Peu satisfaite de se voir plutôt envahie que protégée par les armées anglo-françaises, la Turquie ne demanderait pas mieux que de se débarrasser de ces hôtes incommodes et de traiter avec le Czar. Si ce projet se réalise, la position de la France et de l'Angleterre deviendrait singulière, et peut-être passablement critique... Voit-on la Turquie fermant le passage des Dardanelles aux pavillons anglo-français, ou du moins ne l'ouvrant que pour le retour qui devrait s'effectuer dans un temps donné! S'il ne tient qu'à l'Autriche, ce dénouement ne serait pas impossible.

Si le passé est le miroir du présent, la conduite tenue par la cour de Vienne envers le chef de la race des Bonaparte était de nature à éclairer le neveu sur la véritable politique de cette puissance. Qui ne sait qu'en 1812, la Grande Armée que conduisait Napoléon en Russie comptait dans ses rangs 30,000 Autrichiens, commandés par le prince de Schwartzemberg, et qu'en 1814 ce même Schwartzemberg était, pour le compte de l'Autriche, généralissime de l'armée coalisée qui renversa l'empire? Cependant la reconnaissance aurait dû parler au cœur de François, tant de fois épargné par Napoléon, lors même que les liens du sang ne lui eussent pas recommandé de ménager l'époux de sa fille. Si, en dépit de ces considérations, l'Autriche n'a jamais cessé de conspirer avec la Prusse et la Russie, quand on la voit, la première en 1814, marcher sur Paris, M. Bonaparte, qui n'est pas tout à fait Napoléon, qui n'a pas épousé d'archiduchesse, a-t-il jamais pu s'abuser jusqu'à attendre de l'Autriche un concours loyal et complet? Cet aveuglement prendrait un autre nom...

Que gagnerait l'Autriche à se ranger du côté des puissances occidentales? Rien. Il lui faudrait rendre tout d'abord la Moldavie et la Valachie que le Czar, maître de Constantinople, lui

abandonnerait volontiers pour sa part du butin et qui lui assurent, avec la rive droite du Danube, un important débouché dans la mer Noire.

Non, l'Autriche n'est pas l'alliée de M. Bonaparte, elle sait trop qu'il peut tomber au premier jour et, comme la Russie, comme la Prusse, elle veut écraser la France, avant que la chute de l'empire mette les monarchies en face de la révolution triomphante. Déjà même les coalisés craignent d'avoir attendu trop longtemps et de ne plus trouver la France dans cette période de découragement absolu qui, chez un peuple, accompagne toujours la perte de sa liberté. Elles tremblent qu'un accident libérateur, qu'une rébellion soudaine ne déchaîne l'ouragan révolutionnaire et elles vont se hâter...

Tout cela a été prévu, préparé de longue main : la Russie a sur les frontières de Pologne 200,000 hommes d'élite prêts à marcher; l'Autriche et la Prusse aidées de la Confédération peuvent disposer de 400,000 hommes, sans négliger le soin de leur sécurité contre les mouvements de l'intérieur, mouvements qui ne sont guère à redouter, pour dire vrai, tant que la France mutilée, par M. Bonaparte, ne pourra pas donner carrière à sa propagande révolutionnaire.

La coalition va se hâter, car la paix armée serait plus fatale que la guerre aux puissances conjurées. L'Autriche peut-elle impunément conserver sous les armes pour plus d'une année une armée qui lui dévore 600 millions par an, et qui bientôt aura absorbé les ressources qu'elle s'était procurées, disait-elle, pour féconder la paix? La Prusse, qui vient d'organiser neuf corps d'armée, avec 864 pièces de canon attelées, qui a approvisionné toutes les forteresses du Rhin, peut-elle se borner à une démonstration en vue d'assurer sa neutralité? Les autres États allemands auraient-ils fait en vain des dépenses équivalentes? Non, encore une fois, l'épée est tirée et elle ne rentrera pas dans le fourreau...

Aujourd'hui, il ne faut pas s'attendre à ce que la coalition donne aux peuples le temps de se reconnaître et de s'entendre sur le terrain de la révolution. Les puissances du Nord ont l'expérience du passé; elles ont enfin des chemins de fer qui,

de Varsovie, Berlin et Vienne, mènent jusqu'au Rhin leurs lignes prolongées, et peuvent convoyer sans peine tout leur matériel de guerre et leurs approvisionnements. Que maintenant la Prusse, avant-garde naturelle de l'armée combinée. lance ses colonnes d'attaques par le grand-duché de Luxembourg, que l'Autriche entre par la trouée d'Huningue, blessure qui saigne aux flancs de la France depuis 1815, en attendant que la Russie arrive sur la frontière française du Nord, à travers la Belgique, et la France, envahie sur trois points différents, aurait à combattre 600,000 hommes, appuyés sur une formidable réserve et sur leurs forteresses du Rhin et de la Hollande.

La destinée des Bonaparte est-elle donc de livrer le sol de la patrie aux profanations de l'étranger, et le neveu doit-il commencer par où son oncle a fini deux fois!

L'invasion! à ce mot il n'est pas de Français qui ne sente bondir son cœur dans sa poitrine, et c'est presque blasphémer que d'admettre le retour de cette calamité. Viennent les armées des rois conjurés, la France les étouffera dans ses bras puissants; elle n'est plus au lendemain de Waterloo, et cinq millions de citoyens sont prêts à mourir pour la défendre. Ah! sans doute, si la France était maîtresse d'elle-même, elle n'aurait rien à redouter. Les traditions de 92 et 93 vivent au fond des cœurs, et la génération de 1848 est prête à recommencer les gigantesques efforts qui sauvèrent alors la patrie. Malheureusement, elle n'aurait pas seulement à combattre les ennemis du dehors et les conspirateurs du dedans, elle en aurait de plus dangereux : ce sont ceux qui la gouvernent et l'oppriment. Malgré l'épuisement produit par 25 années de guerre, la France eût repoussé l'étranger en 1814 et en 1815, si celui qui l'avait conduite au bord de l'abîme n'avait pas enchaîné sa résistance. A la voix de la patrie en danger, le temps des prodiges fût revenu, et la liberté n'avait qu'à frapper du pied la vieille terre gauloise pour en faire sortir des légions. Deux fois, Napoléon a tout empêché, tout paralysé, et son génie militaire a misérablement échoué devant des échecs et des périls qui se seraient évanouis devant le simple arrêté d'un

comité de salut public. Aux braves ouvriers de Paris qui venaient lui demander des armes, il répondait par des refus. Il ne se sentait à l'aise que devant des soldats passés à l'état de machines, au milieu des généraux et des grands qui le trahissaient de longue date et se préparaient à le trahir encore. Le peuple armé lui faisait peur, et deux fois il aima mieux tomber, entraînant la France dans sa chute, que de lui laisser chercher son salut dans l'enthousiasme de la liberté.

Eh bien, ce que Napoléon a fait, M. Bonaparte le fera.

Supposons la coalition formée, ses armées en Belgique et sur le Rhin, quelle sera la préoccupation de M. Bonaparte? Il songera bien moins à garantir les frontières qu'à maintenir son despotisme à l'intérieur et à frapper les républicains. Il se confiera à la diplomatie, à ses généraux de Décembre pour écarter le danger, mais il se gardera bien de faire un appel à la nation. Tout ses efforts tendront au contraire à lui cacher la vérité, de peur qu'intervenant avec son patriotisme et son désespoir, elle ne recommence par nettoyer les Tuileries avant d'aller foudroyer les rois. Trahi, comme son oncle, par ceux qu'il aura gorgés de richesses et d'honneurs, il verra tour à tour tomber ses espérances, sans comprendre qu'il est la seule cause des malheurs publics; il se verra réduit à chercher son salut dans la fuite. Cependant, ministres et généraux négocieront avec le vainqueur et livreront les boulevards de la France et les portes de Paris désarmé.

Ainsi la France en quelques jours peut-être vaincue, envahie et livrée avant de rien savoir du danger qui la menaçait. Le peuple maudira sa confiance, il criera à la trahison et demandera des armes. Il sera trop tard : les armées étrangères étreindront Paris dans une muraille de fer et de feu, et les amis des Cosaques leur viendront en aide pour le maintien de l'ordre.....

Victorieux, les alliés ne se contenteront pas, comme il y a quarante ans, de relever le trône des Bourbons. Ils exécuteront à la lettre leurs projets de 1815. *Ils écraseront, partageront cette terre impie que la politique des princes ne peut laisser subsister sans danger, ils mettront hors la loi ce peuple de brigands,*

comme ils avaient juré de le faire au Congrès de Vienne, et rien ne sera oublié pour effacer le nom de la France, pour en faire une seconde Pologne, c'est-à-dire la patrie de l'esclavage et du désespoir.

On ne saurait trop le répéter : tel est l'avenir que la coalition promet à la France, et ce n'est pas M. Bonaparte qui détournera le fléau, lui qui l'aura appelé sur la grande nation et qui, jusqu'au dernier instant de son règne, ne verra dans la France qu'une proie livrée sans merci à sa capricieuse volonté.

Encore un peu de temps, et les armées vont s'ébranler. Depuis vingt siècles, les fils des Huns et des Germains ont toujours aimé à pousser leurs bataillons épais au-delà du Rhin, et déjà leurs chants célèbrent l'asservissement de la France. Encore un peu de temps, et les colonnes profondes des armées conjurées dérouleront leurs noirs anneaux dans les vertes plaines de la Belgique. L'invasion a son rendez-vous autour du monument de Waterloo.

XI

L'Europe entière est menacée. Tous les peuples, grands ou petits, bourreaux ou victimes, seront entraînés dans le tourbillon et, entre tous, celui qui sera le plus immédiatement, le plus durement frappé, c'est le peuple belge. Placée entre la France et l'Allemagne, la Belgique sert naturellement de champ de bataille à leurs armées, qui se sont si souvent heurtées sur son territoire aplani comme un cirque. C'est à Jemmapes et à Fleurus que l'armée française reçut le baptême de la victoire, c'est non loin de là, c'est à Waterloo que tomba l'étoile de Napoléon. Dira-t-on maintenant que la Belgique est suffisamment protégée par sa neutralité? Soit, il ne lui faudra pas moins armer ses forteresses et tenir 100,000 hommes sous

les armès, car une neutralité qui ne s'appuie que sur des traités et la bonne foi a peu de droits au respect. Ainsi, dans l'hypothèse la plus favorable, la Belgique dépensera 200 millions. Mais cette neutralité sera-t-elle longtemps respectée au milieu de puissances belligérantes qui, de part et d'autre, auront 2 à 300,000 hommes sur ses frontières. Sous peine d'être traitée tour à tour en ennemie par les deux partis, elle sera forcément amenée à choisir entre les puissances Occidentales et les puissances du Nord, et, quelque drapeau qu'elle adopte, elle n'en souffrira pas moins. Son or et son sang couleront pour des querelles qui lui sont étrangères, sans gloire ni profit d'aucune sorte. Que si elle combat avec les vaincus, sa nationalité, reconstituée d'hier, disparaîtra dans la tempête et, devenue la proie du vainqueur, elle perdra son existence indépendante et ses libertés.

La Belgique ne tardera pas à l'apprendre à ses dépens : en présence de l'organisation anarchique de l'Europe, quand la force fait le droit, il n'y a pas de sécurité pour une petite nation dont la richesse naturelle ou acquise appelle toutes les convoitises. Transporter la guerre en Belgique, c'est assurer, sans bourse délier, la subsistance de son armée, et quel soudard serait capable de résister à une perspective aussi séduisante! Déjà la Belgique est travaillée par le pressentiment d'une crise inévitable et prochaine. Son infatigable industrie ne va plus que par soubresauts, son commerce s'éteint, la confiance se meurt, le crédit disparait et les capitaux sont réduits à chercher un aliment dans les hasards de la Bourse et les jeux de l'agiotage. Et si l'incertitude de l'avenir a suffi pour tarir dans sa source la prospérité si vantée de la Belgique, que sera-ce quand la guerre viendra frapper à tous les points de sa frontière, quand ses champs s'ouvriront pour ces luttes gigantesques qui changent le sort des nations !...

Ces sombres tableaux, il faut le reconnaître, contrastent singulièrement avec le langage officiel de M. Bonaparte et des ministres anglais, avec les concerts de satisfaction et d'espérance qui s'échangent dans le monde de la Bourse et de la presse. Les fantastiques victoires remportées sur la Tchernaya

et dans la mer d'Azof sont-elles de nature à jeter l'Autriche et la Prusse dans les bras des puissances occidentales? Fussent-elles vraies, eussent-elles l'importance exagérée qu'on leur prête, la coalition n'en serait que plus disposée à se hâter. La France et l'Angleterre savent si bien, tout en le niant, ce qu'il y a d'immédiatement menaçant dans les dispositions de l'Allemagne et de l'Autriche, qu'elles ont résolu de mettre un terme à la guerre de Crimée. Comment le faire sans trop laisser percer l'oreille, telle était la préoccupation des deux gouvernements, et c'est pour arriver à tromper l'opinion que depuis quelques jours toutes les fanfares officielles célèbrent les succès obtenus par M. Pélissier, les succès plus décisifs qu'il va remporter.

Voici le dernier système adopté par M. Bonaparte et ses alliés : Cent mille hommes, pris dans l'élite des troupes alliées, vont se mettre en campagne sous les ordres du général Pélissier pour attaquer l'armée russe au milieu des positions fortifiées qu'elle occupe derrière la Tchernaya. Quel que soit le résultat, les journaux de France et d'Angleterre entonneront le *Te Deum*, pendant que, victorieuse ou battue, l'armée combinée rentrera dans ses lignes. Le bombardement de Sébastopol reprendra pendant 48 heures et un assaut furieux sera dirigé sur le corps de la place. Alors, contents d'avoir fait de Sébastopol une immense ruine, d'avoir forcé les Russes à détruire leur flotte, à combler leur grand port militaire, à incendier leurs magasins, ne craignant plus pour la Turquie, les alliés quitteront la Crimée vainqueurs, ou peu s'en faut.

Néanmoins cette retraite honorable n'épargnera pas au Czar la leçon qu'il s'est attirée par sa déloyauté et son ambition. Les flottes combinées établiront un blocus rigoureux sur la mer Noire et sur les golfes de Livonie, de Finlande et de Bothnie dans la Baltique, jusqu'à ce que, mourant faute d'air et de débouchés, la Russie vienne humblement se mettre à la discrétion des puissances occidentales. Dans l'hypothèse plus favorable d'une victoire signalée sur l'armée russe, si Sébastopol ouvrait ses portes, les alliés n'y resteraient que le temps

nécessaire pour raser les fortifications et les établissements militaires, combler le port, et ils s'embarqueraient couverts de vrais lauriers, laissant encore faire aux flottes.

La solution est donc prochaine, infaillible, et son succès définitif compensera, et au delà, la non-réussite — si non réussite il y a — du siége de Sébastopol.

Tout cela est admirable sans contredit, seulement on aurait dû s'en aviser plus tôt. Si l'interception du commerce extérieur de la Russie est le meilleur et le plus prompt moyen de l'amener à composition, il eût fallu commencer par là et s'y borner. Pas n'était besoin de bombarder Odessa, de s'emparer de Bomarsund dans la Baltique, pour l'abandonner, sauf à le reprendre, ni surtout d'assiéger Sébastopol. On eut de la sorte épargné plusieurs milliards, et ce qui est plus précieux, le sang de deux cent mille hommes. Pourquoi la raison a-t-elle parlé si tard dans les conseils des deux puissances?

En bon français, cette retraite qu'on s'efforce de racheter d'avance par les lauriers menteurs de Tcherk et d'Iniaké, cette retraite est la condamnation des hommes de Décembre et de leurs dignes alliés de l'aristocratie anglaise. Ces menaces de blocus ne sont qu'un leurre. On parle de blocus, parce que Revel et Riga, Helsingsfors et Cronstadt, mieux garanties, s'il est possible, que Sébastopol elle-même, sont à l'abri d'une attaque des flottes alliées, et bravent les fameuses chaloupes cannonières construites à Porstmouth et à Toulon ; parce que les côtes de la Baltique ne craignent plus rien d'un coup de main, et qu'on est réduit à l'impuissance; parce que l'on sait que la guerre appelle la guerre, et que les canons de Sébastopol retentissent au cœur de l'Allemagne; parce que l'on veut prendre ses précautions contre les éventualités qui sont dans l'air. Cette promesse est donc faite pour tromper les imbéciles et contenter les niais. Il se peut toutefois que M. Bonaparte ait pris au sérieux cette combinaison, parce qu'elle lui rappelle le mémorable et inutile décret de Berlin sur le blocus continental, mais les inspirations qu'il emprunte au régime impérial ne lui réussissent que médiocrement.

Dans l'état politique et commercial de l'Europe, le blocus

d'une nation comme la Russie est plein d'impossibilités et de dangers. L'Angleterre n'a pas tardé à comprendre qu'elle supportait le contre-coup du mal qu'elle faisait à cette puissance. Depuis deux ans, elle est obligée d'acheter à Dantzick ou à Hambourg les produits russes qu'elle allait chercher directement, et dont elle peut se passer très-difficilement. Enfin, elle avait dans l'empire russe un débouché dont elle sent douloureusement l'absence. A un moindre degré la France n'a pas échappé à ces mesures prohibitives qui, comme une arme à deux tranchants, blesse celui qui s'en sert aussi bien que celui contre lequel elle est dirigée, et les blés d'Odessa, habitués à prendre le chemin de Marseille, ont fait cruellement défaut pendant cette année de mauvaise récolte.

D'un autre côté, le blocus n'empêchera pas absolument la Russie de respirer. Ses produits s'écouleront par la Prusse et la Suède. Dantzick est devenue l'entrepôt principal du commerce russe; une communication nouvelle vient d'être établie de St-Pétersbourg à Tornéa, port suédois sur le golfe de Bothnie, et le Danube, gardé par l'Autriche, offrira ses voies aux échanges de la Russie méridionale avec Vienne et l'Adriatique.

Pour rendre au blocus son efficacité et mettre la Russie sous la machine pneumatique d'une interception de relations complète, force serait de revenir aux pratiques rigoureuses suivies par l'Angleterre jusqu'en 1814, de visiter les neutres et de les forcer à conduire leurs chargements dans les ports de France ou du Royaume-Uni; il faudrait plus, il faudrait étendre le blocus à la mer Baltique toute entière, ainsi qu'à la mer du Nord et à la mer Adriatique, c'est-à-dire à peu près à toute l'Europe.

Est-ce assez pour montrer que le blocus est impossible, et que tout son résultat, s'il était poussé à outrance, serait de liguer toute l'Europe avec la Russie contre la France et l'Angleterre? Mais avant d'arriver à cette extrémité, et lors même qu'un engagement antérieur ne les lierait pas, la Prusse et l'Autriche trouveraient dans les croisières anglo-françaises et les vexations qu'elles en éprouveraient plus d'un motif pour

déclarer la guerre aux alliés, et aller chercher sur le Rhin la liberté du commerce et des mers.

Ainsi, de quelque point de vue qu'on se place, c'est la guerre.

L'abandon du siége de Sébastopol et l'évacuation de la Crimée porteront un terrible coup à la puissance des alliés et ne feront qu'accroître les exigences de la coalition. Loin d'être désarmée par cette retraite et d'y voir une déférence pour les légitimes inquiétudes de l'Europe, elle s'en montrera plus exigeante et plus décidée à pousser l'exécution de ses projets contre M. Bonaparte. Et si, à ce propos, un changement subit s'opérait dans la politique du gouvernement anglais, si le cri de paix, jeté jusqu'à ce jour par quelques bouches isolées seulement, trouvait un écho dans une population aussi essentiellement mercantile que la nation anglaise, si l'opinion se tournait contre la France et M. Bonaparte, y aurait-il à s'en étonner? Si même, dès le principe, le cabinet de Londres n'avait jamais agi qu'avec l'intention de mettre M. Bonaparte aux prises avec toutes les grandes puissances en pesant sur sa politique, en ayant l'œil et la main dans ses conseils, et de passer du côté de ses alliés de 1815 dès que la question serait suffisamment embrouillée, faudra-t-il crier au miracle? Est-ce que Bernadotte et Murat, fils de la France et compagnons aimés de Napoléon, nommés rois par lui, n'ont pas pris les armes contre la France envahie? L'Angleterre serait donc relativement excusable en ménageant cette aimable surprise à l'excellent allié dont les oreilles gardent encore le souvenir des *hurrah* frénétiques poussés récemment par les *cokneys* et les agioteurs de Londres. A tout prendre, quel lien autre que celui de la haine peut exister entre l'Angleterre et M. Bonaparte? L'Angleterre a eu grand'peur de l'homme de Décembre, et, sous le faux semblant de la cordialité et de l'admiration, elle lui en garde une profonde et durable rancune. Or, elle lui a créé assez d'embarras pour n'avoir rien à craindre désormais; et que la coalition se mette en campagne, elle trouvera bien le moyen de ne pas manquer au rendez-vous de la *Belle-Alliance*. Tout lui en fait un devoir, l'intérêt de son commerce

et la nécessité de noyer son infériorité militaire dans un grand mouvement d'ensemble contre la France.

En admettant que pour la première fois elle ait appris la loyauté politique, irait-elle s'exposer aux coups de l'Europe entière pour défendre un allié dont le pouvoir ne repose que sur le sable? Le baiser-Lamourette échangé à Windsor entre les deux majestés n'a rien changé au fond de la situation. L'Angleterre, aujourd'hui comme autrefois, n'a qu'une religion : celle de son intérêt. En industrie, en commerce, en marine elle n'a de rivale que la France dans l'ancien monde, et sa jalousie s'accommoderait volontiers de l'anéantissement de sa vieille ennemie.

Ici, il y a lieu pour une distinction qu'on ne peut se dispenser d'établir en parlant des autres nations, car quelle que soit la politique de leurs gouvernements, il n'y a pas présomption d'antipathie flagrante entre elles et la France. Grâce aux progrès des lumières, l'Angleterre officielle n'est pas beaucoup plus l'Angleterre que M. Bonaparte n'est la France. Les derniers préjugés commencent à s'effacer entre les deux grandes nations que le machiavélisme des rois et des aristocraties a si souvent mises aux prises depuis sept siècles, et des deux côtés de la Manche un travail de conciliation s'opère entre les intelligences sur le terrain fécond de la solidarité universelle. Malheureusement, les peuples n'ont pas encore la parole. La ressaisiront-ils avant que le despotisme ait réalisé ses projets sanglants et ramené sur l'Europe les ténèbres de l'esclavage?

C'est la France qu'il convient d'interroger à ce sujet. Pour que l'erreur et le mal reprissent le sceptre de la force, il suffirait que la grande nation de 89 s'endormît pour quelque temps de plus sous la main de M. Bonaparte. Que l'Europe se rassure, la France est prête pour le réveil!

XII

Naguère encore, plus d'un esprit troublé, cherchant vainement la raison d'être de l'empire, s'arrêtait désespéré devant cet anachronisme vivant qui s'appelle Bonaparte, et qui s'est si audacieusement jeté en plein du dix-neuvième siècle pour faire remonter à la révolution française le cycle de la barbarie. Fatigué sans doute de voir méconnaître ainsi la grandeur de sa destinée, M. Bonaparte a récemment laissé tomber de sa bouche impériale ces mémorables paroles : « *Il est des existences qui sont les instruments des décrets de la Providence, tant que je n'aurai pas accompli ma mission, je ne cours aucun danger.* »

Cette explication ne peut satisfaire que ceux qui, jaloux de ménager leur lâcheté de cœur ou leur paresse d'esprit, s'inclinent les yeux fermés devant ces formules banales que les habiles font accepter aux sots. Que M. Bonaparte soit le chargé d'affaires de la divinité dans ce bas monde, qu'il ait ses pleins pouvoirs et son sauf-conduit, il y aurait, quant à présent du moins, plus que de l'impolitesse à le contester, puisqu'il veut bien l'affirmer. Toutefois, il aurait mauvaise grâce à s'en vanter, et surtout à s'en réjouir. Il n'est pas de tyran qui, suivant la voie de son orgueil à travers le sang et les larmes des opprimés, ne se soit dit l'agent irresponsable de la volonté céleste, et de temps immémorial tous les tueurs d'hommes, tous les apôtres du mensonge se sont prévalu de ce caractère fatal pour s'imposer aux nations. M. Bonaparte risque donc de se mettre en mauvaise compagnie, et s'il avait seulement consulté l'histoire contemporaine, il y eût rencontré une série d'exemples peu faits pour séduire un cœur aussi élevé que le sien.

Voici d'abord au début du siècle un Bonaparte : c'est lui qui le premier a de nos jours remis en honneur la fiction providentielle, afin de se créer dans la crédulité publique une sorte de légitimité. Il a même eu l'honneur de composer une

foule de variations sur ce thème inépuisable. Quand il se lançait dans les aventures, il disait : — « *J'ai mon étoile.* » — Lorsque ses fidèles voulaient l'arracher aux périls du combat, il répondait : — « *Le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu.* » — Plus tard, aux jours du malheur, il s'efforça de donner une précision nouvelle à son idée favorite et s'écria sur le rocher de Sainte-Hélène : — « *Une puissance supérieure me pousse à un but que j'ignore : tant que je ne l'aurai pas atteint, je serai invulnérable, inébranlable, mais dès que je ne lui serai plus nécessaire, il suffira d'une mouche pour me renverser.* »

La légende, infatigable amie du merveilleux, s'est emparée de ces aveux pour faire plus qu'un homme du moderne Attila, et cependant à travers ces paroles, on voit percer le remords du despote qui veut rejeter sur une force mystérieuse l'écrasante responsabilité de ses crimes et sauver la honte de sa défaite, du fourbe qui cherche à tromper l'histoire comme il a trop longtemps trompé la France.

Suivez la morale de cette doctrine impie : Si M. Bonaparte, premier du nom, a tourné contre la République l'épée qui devait la protéger, s'il a rougi les échafauds du sang des républicains qu'il n'a pu corrompre, pavé de leurs ossements les savannes de Cayenne, s'il a assassiné le duc d'Enghien, ce n'est pas son infernale ambition qu'il faut accuser, ni ses haines ni ses fureurs : c'est Dieu, toujours Dieu qui conduisait sa main!

S'il a fait couler dans les guerres le sang de trois millions d'hommes, semé le deuil et le désespoir dans tous les foyers du continent, ce n'était pas pour donner à son empire le domaine du soleil, pour remplir sa tente ou sa cour de vassaux couronnés : c'est Jéhovah lui-même qui commandait ces sanglants holocaustes, incessamment renouvelés pendant quinze années !

Si, foulant aux pieds tous les droits, il a promené son mépris sur toutes les têtes, fait litière de la liberté et de la dignité des nations : il n'a jamais cessé d'être l'instrument de la Providence!

Quelle abominable philosophie ! ne semble-t-il pas entendre un assassin qui, après avoir impunément plongé vingt fois le

poignard dans le sein d'autant de victimes, prendrait le Ciel pour complice de ses crimes heureux et lui lancerait l'anathème parce qu'un dernier forfait le jetterait aux mains vengeresses de la justice!...

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse providentielle une fois admise, il faut en accepter les conséquences; or, la Providence, notamment depuis un siècle, se permet d'étranges fantaisies. Lui plaît-il de tirer un aventurier de la foule, un prétendant oublié de l'exil pour le mettre sur le trône? Elle semble ne l'avoir élevé un moment que pour le précipiter de plus haut et lui faire payer chèrement ces grandeurs imméritées.

Après avoir lassé le monde du spectacle insolent de sa coupable fortune, Napoléon succomba. Pourquoi la main qui l'avait si miraculeusement choisi s'est-elle retirée de lui? Comment a-t-il perdu les bonnes grâces de la puissance supérieure? le fatalisme reste muet, mais la conscience humaine, éclairée par le sentiment inné du droit, a répondu à ces questions...

Les caprices de la volonté supérieure ne sont pas à leur terme. Après avoir renversé Napoléon, la Providence essaye d'un Bourbon. Ce dernier s'assied tout joyeux sur un trône encore humide du sang de son frère et disparaît au bout de quelques mois devant la défaveur du Très-Haut. M. Bonaparte reprend son grade, toujours de par la Providence et, dans l'élan de sa reconnaissance, lui offre à Waterloo une hécatombe de cent mille hommes. Était-ce trop? N'était-ce pas assez? Nul ne le sait. Toujours est-il que M. Bonaparte fut définitivement destitué cette fois, et que le Bourbon, gardé contre l'amour de ses sujets par 500,000 bayonnettes étrangères, eut enfin la douce satisfaction de relever l'échafaud politique et de s'abreuver de sang, pour la plus grande gloire de Dieu....

En 1830, la querelle éclate de nouveau entre les Bourbons de la branche aînée et la Providence, qui choisit alors pour son délégué un Bourbon de la branche cadette, le vénérable Louis-Philippe. Comme ses prédécesseurs, le nouveau favori se flattait vainement de fixer le sceptre dans son innombrable lignée; il finit par prendre le chemin de l'exil, qu'il avait si complaisamment ouvert à ses cousins, et peu après la Providence, assez

peu satisfaite de l'intérim, à ce qu'il paraît, confia la garde de la République naissante au neveu du héros du 18 Brumaire. M. Bonaparte N° 2.

S'il est difficile de justifier avec l'intervention céleste ces élévations et ces chutes successives, il est encore moins aisé de comprendre le dernier choix fait par la Providence, soit dit sans blasphémer, et surtout sans porter atteinte aux vertus publiques et privées du fils de la reine Hortense, car une république n'est jamais mieux gardée que par elle-même.

En s'asséyant sur le fauteuil présidentiel, M. Bonaparte ne devait avoir d'autre ambition que de servir loyalement la République, à laquelle il devait la fin de son exil, les joies de la patrie rendue, et le plus grand honneur qu'une nation pût faire au plus aimé de ses enfants. Après tant et tant de bienfaits, si complètement gratuits, il ne devait, sous peine d'une monstrueuse ingratitude, songer qu'à fonder l'union et la paix par le développement intelligent des institutions démocratiques afin de faire de la France, heureuse et libre, une propagande pacifique et vivante de la République universelle.

Comment se fait-il que sur les ruines sanglantes de la République renversée par ses mains, M. Bonaparte se soit couronné empereur? Est-ce l'implacable Providence qu'il faut accuser?

On ne saurait protester trop hautement, au nom de la liberté humaine, contre le dogme avilissant du fatalisme, quel que soit le manteau sous lequel il déguise ses hérésies. Non, il n'est pas vrai que le succès absolve une action mauvaise, que l'insuccès soit la condamnation légitime des efforts généreux. En dépit de la fortune le mal est toujours haïssable, la vertu digne de respect, car vertueux ou coupable, l'homme a toujours pu choisir.

Que les conducteurs des peuples qui ne sont plus aujourd'hui que leurs oppresseurs couvrent de la complicité divine les excès et les fautes de leur misérable politique, on le conçoit : où trouver ailleurs la justification de ce qui est réprouvé par la conscience universelle, et la perspective trompeuse d'une impunité souhaitable, et la présomption d'infaillibilité qui désarme pour un temps les résistances? Mais que les peu-

ples se paient de ces mensonges, qu'ils se croient religieusement obligés de supporter le pesant fardeau de la tyrannie, en expiation de péchés imaginaires, n'attendant leur délivrance que d'un pouvoir surnaturel, voilà ce qui confond la pensée. Pour les peuples, le malheur est le fruit naturel, la conséquence logique de leur ignorance et de leur inertie. C'est un enseignement, un rappel au bonheur, à la vérité; ce n'est pas un châtiment dans le sens superstitieux du mot, et ce qui le prouve c'est que la douleur disparaît comme par enchantement, dès qu'ils veulent se faire et se font résolument les ouvriers de leur destinée. Ils incarnent alors en eux cette Providence qu'ils invoqueraient vainement sans cela jusqu'à la fin des siècles, et qui n'est en réalité que le génie progressif de l'humanité.

L'homme — chacun le dit et le sent — est le roi de la nature; il en a fait son domaine et pourtant nul ne s'attend à récolter sans avoir semé. Niera-t-on qu'il soit le maître de sa destinée, parce que ses droits au bonheur, c'est-à-dire au libre développement de ses facultés par la satisfaction de ses besoins, ne sont que lettre morte tant qu'il ne sait pas les apprécier, les conquérir et les défendre. Eh bien, la liberté existe pour l'individu aussi bien que pour la société, et ni l'individu ni les nations n'échappent à la responsabilité de leurs actes.

Les familiers de l'Élysée racontent que le premier jour de Décembre, à minuit, M. Bonaparte se retira une dernière fois dans sa pensée avant de franchir le Rubicon, ainsi qu'il l'a dit lui-même, pour mettre sa fortune sous la protection du grand nom de César. Il avait longuement médité son œuvre et librement choisi sa voie. Investi d'un pouvoir immense par un peuple crédule, il pouvait en user pour le bien comme pour le mal. A cette heure suprême, il n'avait qu'à vouloir pour s'arrêter. Poussé par son ambition, qu'il décore aujourd'hui du nom de la Providence, il passa outre plutôt que de remettre aux mains du peuple le mandat qu'il en avait reçu et dont le terme allait expirer.

De son côté la nation était libre de choisir entre la soumission et la lutte, entre l'esclavage et la liberté, entre la honte et

l'honneur. Il faut le dire, elle a failli et il est permis de le regretter, non par un vain sentiment d'égoïsme ou d'amour-propre national; mais parce que cette faute a retardé son affranchissement et celui de l'humanité. Oui, la France a failli, mais qui peut l'accuser, quand chacun a préparé ou partagé sa défaillance? Quel peuple enfin oserait lui jeter la pierre?

Lorsque le progrès a jeté dans le monde une idée supérieure aux formes qui suffisaient au passé, cette idée emprunte parfois pour se développer les voies les plus étranges en apparence. Souvent rebelle à la main sympathique mais inhabile de ses initiateurs, elle grandit plus volontiers sous les âpres morsures des vents contraires : c'est à la tempête ennemie qu'elle demande le baiser qui la fécondera.

A la fin du siècle dernier, la République sortant tout armée de la doctrine philosophique du libre examen, renversa l'antique royauté et ses complices éternels, la noblesse et le clergé. Puis, comme le sphynx antique, elle dévora tous ceux qui tentèrent vainement d'expliquer la formidable énigme qu'elle jetait aux nations. Ce gigantesque labeur fut suivi d'un long sommeil. Les peuples ont donné leur démission, s'écriaient les rois rendus à leur orgueil, et cependant l'idée républicaine poussait silencieusement sa propagande invincible parmi les intelligences, si bien qu'en 1848, après diverses évolutions, elle se retrouva maîtresse du terrain après avoir une seconde fois congédié la royauté presque sans combat.

Tombant comme la foudre au milieu de générations énervées par la corruption ou abruties par l'ignorance, la République fut accueillie des uns non sans stupeur, des autres — et c'était le plus grand nombre — avec plus d'enthousiasme que de foi réfléchie, avec plus de curiosité que de confiance. Elle ne rencontra pas en un mot ce dévouement sérieux et pratique qui pouvait seul en assurer les bienfaits. Ceux qui avaient pris le plus de part à l'œuvre de février, effrayés de leur succès ou mal écoutés, se croisèrent les bras comme si le mot « République » eût été un talisman capable de faire la besogne de la Révolution. Les vaincus en profitèrent, heureux de payer avec l'hypocrisie des premiers jours la rançon de leurs priviléges.

Quant aux déshérités, ils s'entendaient bien dire chaque jour qu'ils étaient libres, qu'ils avaient leur part de royauté, mais ils voyaient monter, monter sans cesse le flot de la misère et, contenues d'abord par la pieuse résignation du pauvre, par l'espoir incessamment trompé d'un meilleur lendemain, leurs plaintes éclatèrent bientôt comme un tonnerre. La République ne comprit pas cet appel légitime du désespoir, elle cria à l'impatience, à l'ingratitude, comme si le peuple pouvait se contenter d'une abstraction, vivre d'un bulletin de vote, pendant que femmes et enfants s'éteignaient sous les coups de la faim. Le royalisme s'offrit alors avec un joyeux empressement à la République dévoyée, et l'histoire racontera en lettres de sang la lune de miel de ce mariage adultère qui devait — on le proclamait bien haut — sauver la société.

La défiance acheva de gagner tous les esprits ; les haines entrèrent par les portes de la guerre civile dans les rangs du parti républicain, la discorde sema à l'envi les utopies et les écoles rivales, et la grande unité démocratique s'égrena misérablement en une multitude de sectes et de coteries, tandis que l'armée des monopoles et des priviléges, ralliée par la peur et la vengeance, acquérait chaque jour des forces nouvelles. Enfin, après quatre ans d'une douloureuse agonie, la République redescendit dans la tombe sans avoir été comprise ni par ses défenseurs ni par ses ennemis.

Que la superstition se le tienne pour dit : il n'est pas besoin de recourir à la Providence pour comprendre la victoire du 2 Décembre. M. Bonaparte a vaincu parce que la France a hésité moins devant la bataille que devant les redoutables incertitudes du lendemain, sachant mal ce qu'elle ferait étant victorieuse.

Le peuple n'a pas résisté parce que l'idée démocratique n'était pas suffisamment définie pour lui dans ses moyens, parce que balloté depuis quatre années entre les promesses stériles et les trahisons, il n'avait plus confiance ni dans les hommes ni dans les principes. Il était réservé à M. Bonaparte, — il n'a pas d'autre mission — d'enseigner par les contraires les bienfaits de la République, de dégager la grande inconnue

des décombres pressés de la vieille société, et en effet, chacun de ses actes a eu pour effet de remettre en saillie les maux qu'entraîne le despotisme, de ramener tous les esprits au culte de la liberté.

Pour atteindre à ce but, pour en finir d'un seul coup avec le passé, pour montrer l'insuffisance absolue des pratiques monarchiques et renfermer dans le même sépulcre les derniers débris de tous les gouvernements tombés devant la raison des peuples, s'il est vrai que M. Bonaparte soit l'instrument nécessaire de cette œuvre préparatoire, que devra-t-il faire?

Il puisera à pleines mains dans l'arsenal du despotisme impérial, il y prendra la haine de la liberté, l'espionnage, la terreur, les abus de la centralisation, le vain appareil de l'étiquette, la manie des dotations; enfin, le fléau des guerres, moins le génie, moins la gloire.

A la restauration, il empruntera le jésuitisme et l'ignorantisme.

La royauté de 1830 lui léguera la corruption, l'agiotage et l'industrialisme, l'exagération des impôts, le sac aux emprunts et la tirelire de la dette flottante; puis l'alliance anglaise avec le respect des traités de 1815.

Aux formalistes de la République, il demandera le secret des répressions sans merci, des exécutions militaires, des transportations en masse, et le moyen de duper le peuple avec l'étiquette menteuse des droits politiques.

Si M. Bonaparte a suivi ce programme, sa mission revêt un autre caractère que celui qu'il ne craint pas d'y attacher, et la conclusion surgit d'elle-même. Quand chacun des gouvernements dont il résume si merveilleusement toutes les fautes est tombé fatalement au bout de 15 années pour avoir suivi sa loi, en dépit des intérêts et des droits du peuple, il demeure manifeste que l'homme de Décembre qui aura accumulé dans sa politique toutes ces causes spéciales de dissolution, échappera moins longtemps que ses devanciers au coup qui les a frappés et qui doit l'emporter comme eux. Et il est impossible qu'il en soit autrement car le progrès n'est point un mensonge : Si lent que soit le pas de l'humanité, il ne rétrograde

jamais que pour avancer plus loin. On peut mesurer sa marche continue depuis les temps les plus reculés, compter une à une les transformations progressives par lesquelles elle est venue aboutir au mouvement émancipateur des XVIIe et XIXe siècles, et conclure hardiment en faveur d'une prochaine et définitive résurrection de la démocratie.

M. Bonaparte ne fera plus longtemps obstacle au progrès, et s'il remplit de bonne foi le rôle de fondateur de dynastie, il fait preuve d'un remarquable aveuglement. Se croire taillé en ancêtre, quand on n'est que l'ensevelisseur de la monarchie, de bon compte ce serait trop fort. A-t-il au moins cette force brutale que donne une volonté inébranlable? nullement. C'est un joueur vulgaire, superstitieux plutôt qu'aventureux, et son audace se borne à jouer son va-tout à Strasbourg sur une redingotte grise, à Boulogne sur un aigle apprivoisé, à Paris sur une date.

Et cet homme ferait souche d'empereurs, et cet homme est nécessaire au salut de la société? Hélas! cette double chimère a été caressée par les pâles fantômes dont le souvenir trouble malgré lui ses pensées, dans ce sombre château des Tuileries qui n'est depuis 92 que l'antichambre de la prison ou de l'exil. Par malheur, cette société qu'ils ont sauvée, après tant d'autres, est morte et bien morte, en dépit du bruit qui se fait autour de son lit funèbre.

Si, d'ailleurs, il pouvait être donné de contrarier la loi éternelle de l'humanité, de ressusciter le passé, cette providence si amèrement calomniée par ceux qui l'invoquent, eût-elle descendu jusqu'au héros de Strasbourg et de Boulogne pour en faire son messie? De plus fiers génies, des fanatismes plus convaincus, des habiletés plus éprouvées se sont usés avant lui à cette œuvre impossible. Qu'ont-ils obtenu? Tout ce qu'ils ont fait ou commandé est allé à l'encontre de leurs ardentes aspirations. Comme M. Bonaparte, ils voulaient emprisonner la pensée et le mouvement, destituer l'avenir, se tailler un monde au niveau de leurs caprices; puis, quand ils avaient tout osé, tout essayé, ils retombaient du haut de leur ambition trompée dans les profondeurs du néant et voyaient avec déses-

poir l'esprit universel, maître du temps et de l'espace, poursuivre paisiblement sa carrière, sans plus songer aux efforts impies qu'il avait dédaigneusement balayés de son souffle victorieux.

XIII

Interrogeons l'œuvre de César : au lendemain de décembre, la violence homicide et la terreur s'abattirent comme d'immondes oiseaux de proie sur la nation surprise au milieu de son sommeil. La hideuse police posa son bâillon sur toutes les bouches, fit le vide entre les esprits, et le mensonge, seul maître de la parole, put chanter à satiété les louanges de la force et les splendeurs de l'empire. L'ombre descendit sur les intelligences, le cœur de la France cessa de battre et l'Europe entière sembla comme elle oublier la vie. Depuis lors, jusqu'à ce jour nulle protestation sérieuse ne s'est élevée du sein des masses; aujourd'hui, comme à la première heure, le calme règne dans les rues et le peuple fait silence, renfermant ses sourdes colères dans cette résistance passive sur laquelle viennent se briser les tyrannies les mieux trempées. Rien n'est donc venu se placer entre M. Bonaparte et sa volonté; il a fait ce qu'il a voulu : il a demandé de l'or et le peuple a sué de l'or; il a demandé de la chair à canon, et le peuple a sué son sang. Jamais empereur ou roi n'a exercé une puissance si peu contestée, mais aussi jamais la responsabilité n'a plus lourdement pesé sur un chef de nation.

Si l'homme extérieur est soumis, toutes les consciences sont en révolte, et vienne demain une secousse électrique qui rétablisse un lien entre les âmes, qui réunisse toutes ces rébellions solitaires, et l'empire aura vécu !...

On sait à quel point la manie du fonctionnarisme est développée en France, combien il est de gens, parmi les classes

dites élevées qui, sous le prétexte de servir leur pays, mendient auprès de tous les gouvernements les places lucratives, les titres, les honneurs. Eh bien, malgré cette propension générale, M. Bonaparte en est toujours réduit au maigre personnel du 2 Décembre et, comme au cirque olympique, il ne peut présenter au parterre que les mêmes comparses, sauf à les affubler de temps à autre de nouveaux uniformes. Quant au petit nombre de recrues en sous-ordre qu'il a trouvées parmi les fils déchus de la noblesse impériale et légitimiste, c'est un tas d'hommes perdus d'honneur et de dettes, de gens sans aveu, ni foi ni loi, vivant de l'alcôve ou du tapis vert, et la partie la moins décriée de ses serviteurs fait partie du mobilier administratif laissé par les anciens gouvernements.

M. Bonaparte s'applaudit, à ce qu'on raconte, d'avoir attaché à sa fortune des dévouements tenus en lesse par la nécessité et défendus par leur mauvais renom contre toute velléité de défection. Qui ne le sait? les sophismes ne manquent jamais à qui veut cacher les plaies de son orgueil, mais elles n'en saignent pas moins sous le manteau, et en ne voyant venir à lui que les désespérés de la société, M. Bonaparte a compris que la société désespérait de l'empire et de sa durée. Ainsi mis en quarantaine par tout ce qui n'a pas perdu le sens moral, M. Bonaparte voulut se créer une sauve-garde en accumulant autour de son trône menacé, toutes les cupidités et les plus sordides intérêts.

Prise dans son ensemble, la bourgeoisie n'avait subi le gouvernement de Décembre qu'avec la plus vive répugnance et s'était tenue à l'écart. Mais pouvait-elle résister aux séductions de l'agiotage et de l'industrialisme qui offraient une si flatteuse perspective à son avidité, rejeter ces primes magnifiques offertes à l'usure, au propriétarisme, méconnaître enfin l'inexprimable avantage de ne plus avoir à transiger avec le travail? Sans perdre de ses rancunes, car elle est ambitieuse et ne se voit pas sans déplaisir rejetée parmi les parias, la bourgeoisie se jeta dans la carrière des fortunes faciles avec une frénésie sans exemple, pressée de s'enrichir à tout prix parce qu'elle sent venir la Révolution et se flatte de la désar-

mer par des sacrifices qui ne coûteraient rien à son bien-être.

Cet enivrement ne devait être qu'éphémère ; les malheurs, cortége inévitable du despotisme, ont ramené la bourgeoisie à ses défiances. N'étant plus rien dans l'État, elle ne pouvait lutter à armes égales contre les protégés du pouvoir qui disposaient des secrets de la politique et des résolutions gouvernementales. Elle voyait d'ailleurs que les millions risqués à la Bourse, et le plus souvent empochés par les amis des Tuileries, manquaient aux affaires, que le commerce honnête et l'industrie sérieuse étaient aux abois, et que la confiance faisait défaut sur tous les points.

Par dessus tout, le bourgeois est homme de calcul, il s'effraye de la situation financière et prévoit d'épouvantables crises. Le *Moniteur* a beau publier les nouvelles les plus rassurantes, vainement établit-il que le budjet impérial ne dépasse pas celui des dernières années de Louis-Philippe et, ce qui est plus merveilleux, que les recettes et les dépenses se balancent fort exactement ; le bourgeois ne croit pas à cet équilibre qui n'a d'autre garant que la feuille officielle. Il passe en revue les innombrables besoins créés par le 2 Décembre et soutient que le chiffre de 1600 millions, insuffisant déjà sous Louis-Philippe, ne peut couvrir les dépenses de l'empire. S'avise-t-il de comparer ses côtes contributives de 1847 et de 1848 à celles de 1854 et de 1855, il trouve pour ces dernières, une différence en plus qui vient à l'appui de ses soupçons et, comme ses voisins, ses amis, ont subi une augmentation correspondante, il conclut contre le *Moniteur*. Vainement lui direz-vous que le corps législatif vote le budjet, que la cour des comptes vérifie les pièces comptables, il répond obstinément qu'il ne croit pas aux miracles. Or, à l'entendre, pour que cet équilibre ne fut pas impossible, il faudrait que M. Bonaparte se contentât des 14 millions de Louis-Philippe au lieu de toucher une quarantaine de millions par an ;

Que le corps législatif et le Sénat renonçant à leurs énormes traitements demandassent l'honneur de servir gratuitement leur pays ;

Que le conseil d'état, que les ministres, que les ambassa-

deurs, que la magistrature, l'administration, le clergé et la gendarmerie revinssent aux chiffres adoptés sous Louis-Philippe;

Que la police n'absorbât pas à elle seule au moins 30 millions par an;

Que l'armée fut réduite à 400,000 hommes et que la marine rentrât sur le pied de paix;

Que la légion d'honneur abandonnât les dotations supplémentaires qu'elle doit à l'empire;

Que les soldats affligés de la médaille et jaloux d'échapper à cette distinction peu flatteuse, fissent à la patrie remise des cent francs que leur alloue M. Bonaparte;

Que le trésor cessât de payer les dettes personnelles de M. Bonaparte N° 1er;

Que l'état prit le parti de ne plus donner des millions et des millions pour l'embellissement ou plutôt le dépeuplement de Paris;

Que la dette publique se déchargeât de l'intérêt et de l'amortissement des nouveaux emprunts, de l'intérêt d'une dette flottante effroyable qu'il faudra finir par consolider, deux articles qui représentent la bagatelle de cent millions inscrits ou à inscrire tôt ou tard en rentes perpétuelles.

Mais comme ce qui est fait est fait, le bourgeois affirme que le budjet de Louis-Philippe ne ferait qu'une bouchée pour l'ogre impérial et que la nation paie bel et bien quelque chose comme deux milliards, n'en déplaise au *Moniteur*, au corps législatif et à la cour des comptes. Il en vient alors à regretter du fond de son cœur, la presse libre, l'élection libre et cette tribune où ses élus défendaient ses intérêts. Vains et tardifs regrets! Il n'en a pas fini encore avec la carte à payer de l'empire...

Jusqu'ici l'agiotage a consolé de la stagnation du commerce et de l'exagération de l'impôt. En sera-t-il toujours ainsi? Les emprunts forcés, les contributions de guerre, l'impôt sur le luxe et le revenu peuvent jaillir demain d'un caprice impérial ou des nécessités d'une situation compromise, et qu'adviendra-t-il de ces richesses nominales que l'on côte à la Bourse,

fonds publics ou chemins de fer, commandites et Sociétés anonymes? Ces valeurs imaginaires, hypothéquées sur les brouillards de l'empire, font l'effet d'un ballon dont les flancs arrondis semblent contenir les trésors de l'univers et qui, en réalité, ne renferment qu'un peu de gaz prêt à s'échapper au premier accroc. Que le télégraphe apporte demain la nouvelle attendue d'un désastre en Crimée, qu'il annonce la marche en avant de l'Autriche et de la Prusse, une révolution n'importe où, et tous ces petits papiers bleus, blancs, rouges, roses, si jolis, si soyeux au toucher, qui représentent tant de milliards dans l'empire des rêves, se vendront deux centimes la livre à l'épicier.

Nonobstant, le monde de la cour et du parquet fait bonne contenance; il danse et boit, court les fêtes, les spectacles, les concerts; les orgies et le jeu n'ont jamais eu pareilles saturnales, mais ce monde n'est pas toute la bourgeoisie et de plus la France n'est pas toute entière dans Paris. Or, dans les départements, il n'y aura plus avant peu ces distinctions de classes basées sur l'inégalité des fortunes; la misère est en train de mettre son inflexible niveau là où la République voulait nouer les doux liens de la Fraternité. Lorsque la vie abandonne les extrémités, le centre ne tarde pas à s'en ressentir; aussi en dépit du mouvement factice déterminé par l'exposition, les démolitions et les constructions municipales, Paris ne travaille que peu ou point. Les innombrables produits de sa laborieuse industrie, tout ce qui constitue l'inimitable article de Paris dans sa variété infinie, cherche en vain des débouchés et ne trouve plus d'acheteurs dans les provinces appauvries.

Tout cela inspire de sérieuses réflexions à la classe moyenne, et déjà on s'y demande si la République, même en n'étant plus la bonne fille de 1848, coûterait aussi cher que l'inévitable banqueroute où la fortune de la France peut s'abimer sous la main désespérée de M. Bonaparte.

Après tout — on le reconnait maintenant — la République à les goûts modestes; elle se passerait de liste civile et n'a pas besoin d'une haute domesticité grassement rétribuée; elle ne renterait ni les archevêques et autres princes de l'Eglise, ni les

curés et vicaires, laissant à chacun la satisfaction de payer comme il lui plait, le culte qu'il préfère ; elle économiserait la police et les trois quarts de l'armée administrative, nettoyerait la France de cette nuée de rongeurs, de jugeurs et de sangsues qui lui font tant de mal ; enfin, elle n'aurait pas d'armée permanente et conserverait, au pis aller, quelques navires à vapeur armés en guerre pour la protection du commerce lointain ; la République, en résumé, bornerait ses frais généraux à 7 ou 800 millions tout au plus par année.

Oui, le bourgeois a beaucoup appris depuis trois années ; comparée à l'empire, la République s'est dépouillée du masque hideux dont il l'avait affublée ; encore quelques écarts de M. Bonaparte, il sera le premier à demander la République ou la mort.

Après Décembre il n'en était pas tout à fait ainsi : le bourgeois rêvait la restauration des d'Orléans. C'était bien là ce qu'il lui fallait : des esprits modestes, respectueux pour le comptoir, pleins de déférence pour les capacités de la boutique et des denrées coloniales. Ah ! pourquoi Louis-Philippe a-t-il voulu régner sur la bourgeoisie, quand il eût trouvé profit et sécurité en la servant ? du moins ses enfants instruits par l'infortune paternelle seraient plus traitables. De préférence, le bourgeois n'en avait pas ; que ce fut Joinville, d'Aumale ou le comte de Paris, peu lui importait. Ce qu'il voulait, c'était un d'Orléans quelconque à l'état de soliveau loyalement constitutionnel, bon pour charger l'émeute et défendre la propriété à la tête de la garde municipale, et confiant directement aux élus de la bourgeoisie la direction de la haute et de la basse politique. Pendant plus d'une année, le bourgeois s'est endormi avec l'espoir de se réveiller le lendemain débarrassé de l'empire et pourvu d'un d'Orléans. Les d'Orléans devaient tout faire, et à leurs frais bien entendu, sans bruit, sans tumulte et terminer la besogne entre le lever et le coucher du Soleil, afin que la boutique ni la Bourse n'en fussent pas interrompues. De leur côté, les d'Orléans attendaient, avant de se montrer, que la bourgeoisie vidât les Tuileries à ses risques et périls et fit son *meâ culpâ* de Février.

En présence de ces dispositions, le rapprochement désiré devenait plus que difficile, et à force de ne pas voir venir la victoire sous le képy des d'Orléans, le bourgeois s'est refroidi à leur endroit. Puis il comprit que le temps des révolutions de Palais était passé sans retour, et qu'il y avait à compter avec le peuple qui réformait silencieusement ses rangs.

Faut-il parler des légitimistes? absorbés en quelque sorte par l'élément jésuitique, ils n'existent plus à l'état de parti actif. Les habiles intrigaillent avec le clergé, jouent aux confréries, mettent en mouvement les douairières et les dévotes, font parler la chaire et le confessionnal; les moins honteux se laissent envoyer au corps législatif et au Sénat, s'allient avec les coupe-jarrets de Décembre, et les plus énergiques vont bouder majestueusement dans leurs terres, bornant leur audace à regarder chaque matin par les lucarnes de leurs donjons si les alliés ramènent dans leurs bagages le rejeton oublié des Bourbons.

Ils savent que sans l'étranger ils n'ont plus rien à espérer, et leurs amis de la compagnie de Jésus, renonçant à employer les petits moyens qui leur sont familiers, de peur de travailler pour la République, se contentent d'émarger au budjet et de dépraver les jeunes intelligences dont ils ont ressaisi la direction.

Voici pour les heureux du siècle, pour ceux qui, déloyaux ennemis d'une révolution trop généreuse, ont répondu par la plus odieuse trahison à sa clémence injustifiable et s'étonnent aujourd'hui d'avoir creusé sa tombe, sans recueillir son héritage.

XIV

Arrivons au peuple, au vrai peuple : son histoire depuis décembre n'a été qu'un long martyre. En échange de son honneur et de sa liberté, l'empire lui devait de larges dédomma-

gements ; il lui a donné la disette, le choléra et la guerre comme cadeaux de joyeux avénement.

Ceci n'est point un paradoxe : ces douloureuses épreuves sont les fruits et la condamnation solennelle du régime impérial, comme elles le seraient de tout gouvernement fondé sur la volonté égoïste d'un seul homme ou d'un petit nombre de privilégiés.

Avec la République, le peuple eût échappé à tous ces désastres. Ce n'est pas à dire qu'à l'exemple des religions, la République s'attribue le gouvernement des saisons et marchande auprès d'une puissance surhumaine le rachat des accidents climatériques. Mais en élevant les cœurs, en supprimant la misère, source inépuisable des maux et des crimes, la République saurait écarter ces fléaux, apanage obligé des sociétés monarchiques et superstitieuses.

Pourquoi d'ailleurs n'existerait-il pas entre l'homme et la nature des liens intimes que nos faibles yeux ne peuvent apercevoir? Quand les disettes et les pestes viennent-elles affliger les peuples, sinon à la suite ou à la veille des grandes crises et des guerres qui sèment le découragement et alanguissent les corps et les intelligences. Les perturbations morales et les perturbations physiques se répondent et se commandent réciproquement : l'histoire est là pour le prouver.

Supposons qu'au mois de juillet dernier, alors que les récoltes s'étendaient maigres et clair-semées dans nos champs, la République eût été debout, que fût-il arrivé? La sainte loi de la solidarité, autrement efficace que l'insultante aumône, eût donné un remède souverain contre la disette qui s'annonçait. Il en eût coûté 300,400 millions peut-être pour acheter à l'étranger la quantité de blé nécessaire à l'approvisionnement de la France, mais cette dépense, quelqu'en eût été le chiffre, eut été une économie grandement profitable à l'ensemble de la nation. Sauf un supplément momentané d'impôts, rien n'eut été changé dans les conditions ni dans l'activité du travail national, et de cette façon la France eût épargné les primes payées à la spéculation qui escompte sur les marchés la faim de l'ouvrier, elle n'eut pas eu à supporter la perte immense

que représente le ralentissement du travail, enfin elle n'aurait pas à déplorer les souffrances sans nom qui désolent encore aujourd'hui la classe la plus nombreuse.

Qu'a fait M. Bonaparte? Rien. Ne se préoccupant que de Paris — car à Paris la disette c'est l'émeute en tout temps, et sous son heureux règne la plus petite émeute serait une révolution — il a limité le prix du pain dans sa capitale, au moyen d'une combinaison qui reporte sur l'avenir l'acquittement des sacrifices accomplis en 1855. En d'autres termes quand le pain redescendra au taux des bonnes années, le peuple continuera à le payer au-dessus du cours, pour rembourser, intérêts compris, l'avantage insignifiant qu'on lui fait depuis bientôt deux ans. Et encore cette faveur vient-elle d'être enlevée à la population parisienne, sous le prétexte qu'elle ne meurt pas tout à fait de besoin. Quant aux départements et aux campagnes, l'émeute n'y étant pas redoutable, le pain a suivi les cours et s'est maintenu à des prix inabordables pour le malheureux travailleur.

Ainsi que cela se pratique en monarchie, la spéculation a recommencé, comme au bon temps de Louis XV le pacte de famine, à l'abri du principe de la libre circulation des grains. Les capitalistes ont vidé les greniers de France pour approvisionner l'Angleterre, et plus tard il a fallu racheter à nos excellents alliés et au cher denier — cela va sans dire — le blé récolté dans nos champs. Au moyen de ces manœuvres, grâce à la rapacité des accapareurs de tous étages, nos départements ont vu croître pour eux les rigueurs d'une disette qu'il était facile d'arrêter au début, et c'est surtout parmi les pauvres et modestes ouvriers des campagnes qui sont, après la terre et le soleil, les véritables créateurs du blé, que s'est fait sentir le plus durement la cherté et l'insuffisance du blé. Qu'importe au pouvoir! Les départements ont le droit de se taire, et si le paysan bouge la gendarmerie suffit pour le mettre à la raison.

Un fléau ne vient jamais seul, car les calamités s'enfantent mutuellement : Le choléra est venu se joindre à la disette. Or, qui ne le sait, fils de la misère sans espoir, le choléra n'a jamais étendu son contagieux manteau sur le continent euro-

péen qu'au lendemain des désastres. Il entre en Europe sur le cadavre de la malheureuse Pologne égorgée par la Russie, et quand il pénètre en France, il y fauche une population écrasée par le dégoût et mise en coupe réglée par la guerre civile. Il reparaît à Paris en 1849 au moment de la funeste campagne de Rome, pour faire sa récolte de cadavres parmi les débris découragés de la génération de février. Enfin depuis 1854 il s'est établi à demeure sur les bords de la Seine, certain d'avoir à se repaître abondamment à l'ombre du trône impérial.

Oui, ceux qui sont tombés par milliers, ceux qui tombent chaque jour sous le souffle empesté du choléra, ceux-là sont vos victimes, ô César! La misère et la honte, le regret des espérances perdues, l'absence de tout lien sympathique, la dégradation du travail mercenaire ou répugnant, enfin tous les maux qui découlent du despotisme ont préparé des proies faciles au grand exterminateur venu de l'Orient sur les ailes de la mort. Ne riez pas : Si la République, l'éternelle promise des nations, la mère féconde des moissons et des heureux jours, couvrait de sa bienfaisante auréole nos champs et nos cités aujourd'hui désolés, qu'elle étendit les plis de son drapeau sur les populations qui, fatiguées sous le poids de la tyrannie, le front courbé par le labeur sans fin ou par l'orgie immonde, marchent à flots pressés vers l'abîme, on ne verrait pas creuser tant de tombes à l'appel du choléra.

Faites que le travail ait sa place au soleil et à la vie; relevez la dignité de l'homme et du père, du travailleur et du citoyen; protégez la mère et l'enfant contre les atteintes de la misère; ouvrez le foyer aux douces émotions de la famille, la place publique aux généreuses manifestations de la pensée sociale; jetez à ce pâle troupeau le sentiment énergique de l'égalité et du dévouement, et devant ce rempart de libertés et de bien-être, devant ce faisceau de devoirs saintement et joyeusement acceptés, le monstre indien reculera désarmé.

Oui, encore une fois ceux qui sont tombés sous le souffle empesté du choléra, ceux-là sont vos victimes, ô César!

De peur que cette double épreuve n'ait pas ouvert tous les yeux, retrempé tous les courages, un nouveau fléau vint s'y

ajouter, la guerre, et nul ne pourra contester qu'il soit sorti des entrailles de l'empire.

Ainsi tous les fléaux rédoutés sont venus fondre à la fois sur la France désolée, afin que sous le règne de M. Bonaparte il n'y ait pas une famille qui ne reçoive la visite du malheur.

Eh bien, cette guerre désastreuse et menaçante qui a trouvé pour fêter l'empire des désastres qu'aucun succès ne devait compenser, la République l'eût épargnée à la France. Sans doute la République nouvelle eût réparé les fautes de son aînée, la République de Février; sans doute elle se fût gardée de s'enfermer lâchement et stupidement dans ses frontières, laissant aux rois et aux réactions le loisir d'écraser les peuples soulevés à son exemple, pour ensuite l'enceindre de trahison. Elle eût étendu sa forte épée sur les rois, prêté sa main fraternelle aux nations trop faibles pour s'affranchir. Mais ces combats eussent été des fêtes, la victoire eût suivi ses drapeaux libérateurs et la mort n'eût saisi que des cœurs énivrés d'espérance, car ce dernier sacrifice humain offert à la tyrannie eût été le gage de la paix éternelle.

La guerre d'affranchissement, secondée par la propagande révolutionnaire, appelée par les nationalités, ce n'est ni la guerre de conquête ni la guerre d'équilibre la plus stupide de toutes, puis qu'elle a pour but une pondération nécessairement précaire et se solde toujours en sacrifices stériles d'hommes et d'argent. D'ailleurs est-il vrai que la République aurait à payer un tribut de sang à la liberté des peuples, ses frères? Doutez-vous qu'au signal parti de Paris vainqueur, Rome et Milan, Naples et Venise, Palerme et Messine, Gênes et Turin ne se lèvent unanimes et ne reconstituent l'unité italienne, que la Hongrie, la Pologne et la Roumanie qui rongent leurs fers et frémissent d'impatience, ne retrouvent leur audace et leur courage, que l'Allemagne toute entière ne soit heureuse d'éteindre ses vieilles divisions dans la grande République allemande?

En ce moment même, livrée à ses propres forces, l'Espagne fait son 89 et, dût-elle ne recevoir aucun appui moral du dehors, elle ira résolument jusqu'à son 93.

Enfin il n'est pas jusqu'à l'Angleterre, cette île inaccessible

avant ce jour à la contagion des idées démocratiques, qui sous l'aiguillon des calamités et des hontes de la guerre d'Orient, sous le poids de l'alliance bonapartiste, n'agite ouvertement dans ses meetings le renversement de son aristocratie déchue et la révision de sa constitution, ce qui la mènera logiquement au renversement de la royauté, à l'établissement de la République.

Les despotes ont cru conjurer les dangers que les menaçaient en proscrivant les apôtres et les soldats les plus énergiques de la cause démocratique. Qu'est-il arrivé? Ce peuple de proscrits s'est réuni sur la terre étrangère, les préjugés ennemis sont tombés devant l'égalité du malheur; la communauté d'inspirations, l'unité s'est faite entre les nationalités, et la parole d'avenir est revenue de l'exil apporter la vérité, la concorde et l'espérance aux nations.

En présence des dispositions démocratiques et révolutionnaires de l'Europe, la guerre serait-elle possible avec la République mère et sœur des autres Républiques européennes, quand tous les peuples débarrassés des rois, unis par la fraternité, n'auraient plus qu'une seule pensée : Le bonheur et la liberté des nations aussi bien que des citoyens?

La Russie, aujourd'hui si redoutable parce qu'elle dispose des forces aveugles de 60 millions d'hommes, perdrait sans combat ses criminelles conquêtes et, resserrée dans ses limites par les nationalités qu'elle écrase aujourd'hui et qui n'attendent que le souffle de la révolution pour se relever, contenue par l'Allemagne démocratique, la Russie pourrait-elle encore demander le sceptre du monde à la violence et à la ruse? Inondée sur tous ses horizons par les effluves de la propagande républicaine, elle ne tarderait pas à s'absorber dans les États-Unis d'Europe, et le continent, composé d'un peuple de nations amies, accomplirait ses destinées pacifiques pour le bien de l'humanité.

Ne dites pas que c'est un rêve : il suffit d'un effort heureux, d'où qu'il vienne, pour en faire une réalité.

XV

La lice est ouverte à tous les peuples : honneur à qui donnera le signal. Tous sont appelés et tous seront élus; l'ouvrier de la dernière heure recevra le même salaire que l'initiateur. La France — il est doux de l'espérer aux fils de 89 — ne laissera à personne la gloire d'arrêter la catastrophe suprême que la haine des rois suspend sur sa tête depuis soixante ans. D'ailleurs, cette tâche lui est plus facile qu'à d'autres. Le despotisme n'a plus de racines dans le sol français, c'est un nonsens contre lequel proteste son organisation matérielle et morale. Pour triompher sans combat de la coalition des rois, elle n'a qu'à redevenir ce qu'elle a été.

Qui pourrait la retenir? les ignobles calomnies que des professeurs de mensonge avaient répandues contre la démocratie ne sauraient plus occuper son esprit rendu au calme du bon sens. Les théories brutales, dont la propagande échevelée portait l'épouvante dans les intelligences peu éclairées, sont mortes d'elles-mêmes, n'ayant jamais eu de soutiens réels que parmi les ennemis de la République. Éclairé par ses souffrances, le peuple s'est fait un programme qui n'a rien d'effrayant. Il a rejeté loin de son cœur et de ses lèvres ces utopies généreuses dans leur principe, assurément, mais irrationnelles qui lui promettaient le bonheur, les unes dans l'immolation de la liberté individuelle, les autres dans la négation presqu'absolue de l'esprit de solidarité. Il repousse invinciblement et le communisme et l'individualisme, dans ce que ces systèmes ont d'exclusif et d'incomplet, parce qu'il veut tout à la fois et la liberté et la solidarité. L'immortelle devise de 89 résume son évangile politique, et la Révolution qu'il appelle, inscrira sur son drapeau les mots sacrés : *Liberté, Égalité, Fraternité,* qui répondent à ses traditions, à ses besoins, à ses aspirations et lui garantissent le progrès à toujours.

Lorsqu'un parti représentant les intérêts d'une caste, d'une coterie, vient à escalader le succès, il y a des vainqueurs et des

vaincus. Les premiers abusent de leur triomphe, les autres en souffrent. C'est un déplacement de pouvoir ; victimes et bourreaux changent de rôle, mais la souffrance persiste et la victoire ne cesse pas d'être un crime. Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus, ou plutôt tous sont vainqueurs, puisque le prix du combat appartient à tous et qu'il n'y a plus ni bourreaux ni victimes, ni privilégiés ni parias de par le droit de la naissance.

Le peuple veut le bonheur, non ce bonheur égoïste et coupable qui se mesure au malheur d'autrui ; il sait que pour être durable et féconde, sa liberté doit s'appuyer sur la liberté de chacun et de tous, et que toutes ces libertés parallèles doivent nécessairement arriver à l'égalité par la fraternité.

Sous la pression du malheur, inévitable résultat du despotisme, toutes les nuances de l'opinion républicaine se sont fondues dans un seul parti : le parti de la Révolution. Réaliser dès le premier jour, dès la première heure, les importantes réformes dont la nécessité est comprise par tous, asseoir profondément la République dans le sol, inaugurer la liberté du travail par la mutualité du crédit, raffermir la propriété en la moralisant, renverser les priviléges et les monopoles, encourager l'association volontaire, supprimer la misère et l'ignorance ou du moins leur enlever toute excuse, tel est, quant à la réforme sociale, le programme autour duquel se sont ralliés tous les républicains, autour duquel se rallieront tous les citoyens qui, revenus d'un regrettable égarement, ont appris du 2 Décembre à désirer la République.

A cette œuvre première, succèdera celle du lendemain, toujours inachevée, toujours progressive, et plus en plus éloignée du mal, de plus en plus rapprochée du bien suprême, idéal lointain qu'il n'est pas donné à l'homme de réaliser dans l'absolu.

Devant l'entente invincible des diverses branches du parti républicain-socialiste, quelle résistance serait à craindre ? M. Bonaparte — et c'est en cela que son règne n'aura pas laissé de servir la Révolution — a déblayé le terrain. Il a si bien mis en lumière tous les inconvénients du despotisme qu'il a forcé tout le monde de recourir à la République, de même

qu'en appelant l'invasion sur nos frontières, il met toute la France en demeure de ne plus attendre pour se jeter dans la Révolution.

Dira-t-on qu'il ne suffit pas d'être d'accord sur le but, qu'il faut oser? Le parti républicain s'est concerté sur les moyens, il choisira son jour et son heure. Bien mal avisé serait celui qui irait jeter au vent les projets libérateurs qui s'agitent aujourd'hui parmi les représentants de la démocratie européenne, et qui ont des appuis dévoués dans tous les états de l'Europe. Qu'importe que M. Bonaparte persiste à se confier à sa police? L'attitude recueillie du parti républicain le protège contre cette impuissante surveillance. Les républicains convaincus n'ont pas besoin de tumultueux rendez-vous pour se préparer au devoir. Lorsque viendra le jour, — et il est prochain, — tous seront à leur poste, et les départements répondront à l'initiative de la ville du 14 juillet.

Si énergique qu'il soit, malgré toutes les ramifications, un parti jouerait un jeu de dupe en faisant l'avant-garde, si le reste de la nation ne lui offrait pas un milieu sympathique. Mais jamais occasion plus favorable ne s'est présentée et tout le pays est prêt à se lever comme un seul homme. Les sociétés secrètes étendent leur formidable réseau sur toutes les campagnes, et l'empire, obligé de renoncer à des poursuites inutiles, en est réduit à laisser le champ libre à l'infatigable propagande de la *Marianne,* nom sous lequel les paysans ont symbolisé la République.

L'armée elle-même n'a pas échappé au prosélytisme des républicains. Malgré le soin que le pouvoir met à le cacher, on sait que des arrestations ont été faites successivement dans la plupart des régiments qui sont à l'intérieur. Dernièrement encore, soixante-douze sous-officiers et soldats étaient renfermés à Mazas, en attendant que l'autorité militaire disposât de leur sort. Plus tard, c'est dans le camp de Boulogne que se déclare le mécontentement le moins déguisé. Là, les officiers ne le cédaient en rien aux sous-officiers et aux soldats dans la manifestation de leur hostilité contre l'Empire.

A Paris, il a fallu éloigner deux divisions dont l'attitude

promettait peu de résistance à un mouvement populaire. Ailleurs, ce sont des artilleurs qui sont jetés dans les cachots, comme suspects d'affiliation aux sociétés républicaines.

Il y a peu de semaines, un régiment de la garnison de Paris, désigné pour partir en Crimée, refusa nettement de se mettre en route, et il fallut 24 heures de supplications mêlées de menaces, pour le décider à obéir, et encore ne céda-t-il que sous la condition que la musique le conduirait au chemin de fer au son de la *Marseillaise*. Le pouvoir a dû accepter cette humiliante transaction, sous peine de faire assister les Parisiens au siége d'une caserne, à la guerre intestine dans l'armée. Pauvres soldats! ils voulaient en faisant résonner l'hymne proscrit de la Révolution, prouver qu'ils étaient les soldats de la patrie et non les prétoriens de M. Bonaparte!

Est-il besoin de rappeler l'accueil fait en Crimée aux régiments de la Garde-Impériale. Un grand nombre de zouaves ont été fusillés ou envoyés au bagne à cette occasion, et si la guerre n'a pas continué contre ces régiments favorisés, c'est uniquement parce que la Garde a déclaré hautement qu'elle partageait les sentiments de toute l'armée.

Lorsque l'on considère de plus que les états-majors sont royalistes, que naguère un général de la Garde disait tout haut, à propos du départ annoncé de M. Bonaparte, qu'il irait le lendemain de sa réalisation porter sa carte chez le général Cavaignac, engageant ses collègues à l'imiter, croit-on que l'armée soit le boulevard assuré de l'Empire?

Il est plus d'un département où la moitié des conscrits appelés lors de la dernière levée ont mieux aimé se condamner à vivre dans les bois et les montagnes, que d'aller se faire enterrer « *au cimetière de l'Est,* » comme les Parisiens appellent le camp devant Sébastopol. La presse ne parle pas, et pour cause, de ces bandes armées formées par les réfractaires contre lesquelles la gendarmerie est impuissante, et le gouvernement n'ose pas employer de mesures décisives de peur que les coups de fusil n'aient un écho dans la France. Voilà où en est tombé le gouvernement de la force et, s'il faut de nouvelles levées, la classe de 1856 est résolue à ne pas partir. La jeune

génération comprend qu'aller mourir en Crimée c'est désarmer la France et la Révolution.

Dans les villes et même dans les campagnes, la question sociale se pose d'une formidable manière. L'insuffisance du salaire, en présence de la cherté croissante des loyers et des comestibles, a mis les ouvriers dans la nécessité d'abandonner les ateliers et même les champs, car leur travail ne suffisait plus à les nourrir. Quoiqu'on fasse, le mal est trop général et trop profond pour céder à la thérapeutique gouvernementale; condamner et emprisonner tous les travailleurs qui se mettent en grève, on ne saurait y songer. Décider les maîtres à des concessions, c'est gagner un mois tout au plus, car l'augmentation du salaire se produisant dans tout le pays, s'appliquant à toutes les industries, aura pour résultat presqu'immédiat d'amener une hausse correspondante dans le prix des denrées. Les ouvriers ne trouveraient donc qu'un adoucissement passager dans une élévation de salaire, et la faim ne cesserait pas de les assiéger.....

Ainsi se forme de toutes parts l'innombrable armée du malheur, et Septembre, le mois de la grande date, va préparer son plus beau soleil pour la mise en marche de cette irrésistible multitude qui, forte de son droit, renversera du même coup l'Empire et la coalition, et sauvera l'Europe en sauvant la France au cri vainqueur de la République universelle.

Paris, 18 juin 1855.

FIN.



